

Rouge

Un appel
des travailleurs
de Varsovie

p. 13

M 1578 N° 1036 5F | Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IVe Internationale) | du 29 oct. au 4 nov. 82

SMIC - UNEDIC - SECU - POUVOIR D'ACHAT

L'heure est à l'action, à l'unité pour l'action

S MICARDS, vous coûtez trop cher ! L'augmentation de vos salaires est reportée au 1^{er} décembre. Quant à leur « revalorisation » de 4 % en 1982, une promesse formelle du gouvernement, « une priorité absolue » pour Edmond Maire, « elle ne pourra pas être respectée » a déclaré, devant un colloque de patrons, le ministre Jacques Delors. Toute l'argumentation, d'ailleurs, est purement patronale : « La politique du SMIC doit s'ajuster à la maîtrise des coûts de production. »

Fonctionnaires, salariés de l'Etat, acceptez de perdre au moins 4 % de votre pouvoir d'achat ! Barre ne vous avait-il pas, en son temps, traités de « nantis » parce que vous êtes nantis d'un emploi ? La plupart du temps parmi les plus mal payés ? Qu'importe ! La priorité à la « guerre économique » ne peut attendre : toutes les décisions gouvernementales doivent, maintenant, obéir aux exigences de « notre industrie ».

Ouvriers, employés, pas de grogne ! Comprenez bien que l'économie capitaliste, aujourd'hui, est dans une crise qui nous impose des contraintes... Un tel discours, résumé des mesures gouvernementales les plus récentes, n'est malheureusement en rien une exagération.

P EUT-ON accepter, cependant, que les élus de mai et juin 1981, la majorité pour le changement, aient chaussé les lunettes et les godillots de Barre et Giscard ? Non !

Mais, alors, que faire ? De nombreux travailleurs, qu'ils aient participé ou pas aux dernières grèves, se posent cette question. La division, les « journées d'action » organisées par les directions syndicales ne correspondent pas à ce qui est nécessaire. Krasucki, comme Maire, « donnent des avertissements », comme s'il s'agissait de « corriger les détails » qui ne vont pas. Mais il ne s'agit en rien de « détails ».

C'est, en pratique, la loi des patrons qui règne encore, à laquelle la majorité se soumet, empressée à mettre en œuvre ce contre quoi elle a été élue. Au lieu de se disperser dans de multiples « protestations », il faut donc chercher à répondre au vrai problème, celui du rapport de forces contre les attaques patronales : il s'agit de dire non, aujourd'hui comme hier, à la loi des patrons. Et c'est en se mobilisant, dans les entreprises et dans la rue, tous ensemble, qu'on peut mettre en échec le patronat. Car celui-ci n'est fort que de la dispersion des forces des travailleurs, de la division entretenue par les directions confédérales avant tout soucieuses de ne pas déplaire à leurs amis du gouvernement sans trop se couper de « la base » mécontente.

O UI, ce qui est à l'ordre du jour, maintenant, au travers de toutes les actions, dans toutes les entreprises et syndicats, c'est la préparation d'une mobilisation, tous ensemble, pour que les patrons ne fassent plus la loi. Pour que les directions du PC et du PS cessent de faire le contraire de ce pour quoi elles ont été portées au pouvoir. L'heure est à l'action. A l'unité pour l'action.



**15 000 à Paris
pour le droit
à l'avortement**

p. 9

**La victoire
des socialistes
espagnols**

p. 12

**Défendre le droit
à la santé**

p. 8

**Israël :
les aveux de Sharon**

p. 11

PARIS-MARECAGE

Ils veulent enterrer le scandale !

• La contre-offensive visant à blanchir Chirac, n'est que tissu de contradictions et d'invéraisemblances: nous répondons et maintenons nos affirmations.

A en croire certains, le scandale des bureaux d'études fantômes de la Ville de Paris, ce serait fini. *Le Quotidien de Paris* du 22 octobre a même été jusqu'à affirmer que « les accusations de "Libé" tombent à l'eau ». Quant à Jacques Chirac, il s'est cru autorisé à affirmer devant le Conseil de Paris que « dans l'état actuel de cette affaire, l'enquête menée par la direction de la construction de l'Hôtel de Ville et par l'inspection des services municipaux ne fait apparaître aucun motif de suspicion ». C'est à une belle tentative d'enterrement que l'on assiste.

Pourtant, ce ne sont pas les démentis qui se contredisent d'un jour sur l'autre, les mensonges de certains responsables, ou encore les communiqués alambiqués qui peuvent emporter la conviction. Tout au contraire, ils incitent à maintenir les accusations portées contre le CRESPU et la mairie de Paris. C'est ce que nous faisons aujourd'hui, en répondant point par point aux différentes affirmations de nos détracteurs.

1. La curieuse enquête de la brigade financière

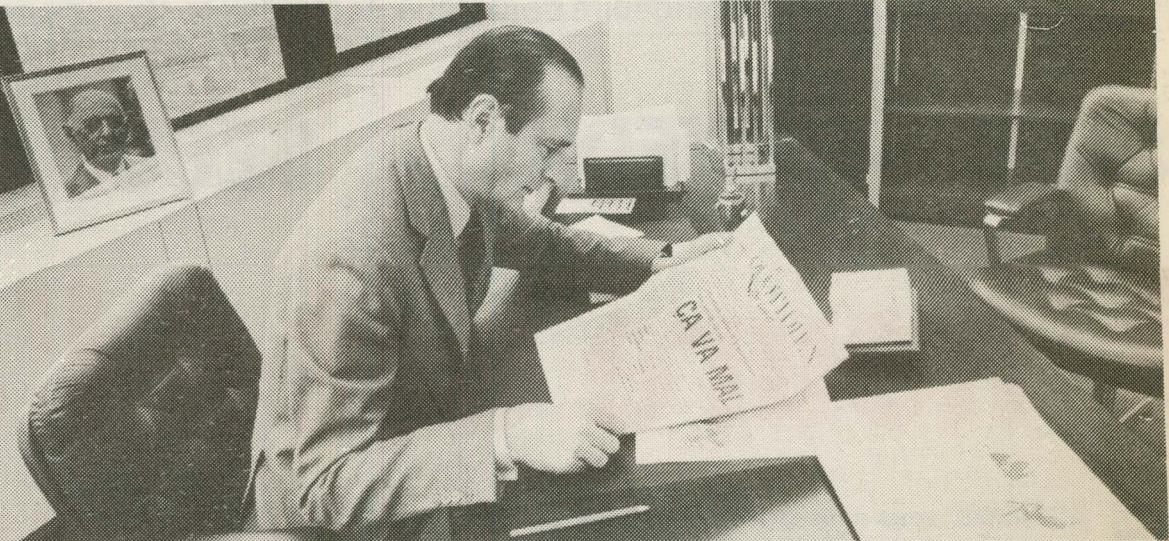
On sait qu'à la suite des révélations de *Libération*, *le Matin* et *Rouge* (voir nos numéros des 15 et 22 octobre), les policiers de la brigade financière ont été chargés du dossier. Le 21 octobre tombait une dépêche de l'AFP faisant le « point » sur leurs investigations. Passons sur le procédé qui consiste à présenter une affaire comme classée alors que

les enquêteurs ne doivent remettre leurs conclusions au procureur que dans plusieurs semaines et examinons de plus près le texte de l'agence.

• **Première affirmation.** L'AFP indique que « ni la gestion, ni les finances, ni la comptabilité du CRESPU et des quatre sociétés commerciales du Groupement d'intérêt économique Pasteur n'apparaissent anormales ». Et elle ajoute que les sociétés mises en cause (CRESPU, RER, RERIC, SFERIIC et OCRA) « ne sont pas des cabinets fantômes ». La belle découverte ! Nous n'avions jamais prétendu que ces organismes n'avaient pas d'existence légale. Mais nous maintenons qu'il s'agit de sociétés bidons dans la mesure où elles dépendent des mêmes hommes et que leur personnel est interchangeable.

• **Seconde affirmation.** Sur le plan financier, « dix sociétés HLM ont bien versé au CRESPU des honoraires qui s'élèvent à environ 3,25 millions de francs pour treize études d'une valeur de 250 000 francs en moyenne ». C'est faux. Lorsque le CRESPU a livré ses études aux sociétés de HLM chargées d'opérations de rénovation de certains quartiers, il a perçu 5 016 000 francs. Ce n'est qu'ensuite que la Ville, considérant les coûts comme trop onéreux, a limité le remboursement à 250 000 francs par étude. Mais rien n'indique que le CRESPU a remboursé aux opérateurs l'excédent perçu.

• **Troisième affirmation.** Les enquêteurs ne se considèrent pas qualifiés pour porter une appréciation sur les travaux du CRESPU. *Libération*



et *le Matin* ont apporté la preuve que les études de cette association n'étaient que compilation de cartes, statistiques et archives de la municipalité. Si cela ne suffit pas à convaincre les enquêteurs, il leur est tout à fait possible de nommer un expert agréé par les tribunaux. Et l'on verra de quoi il retourne. Cela revêt une certaine importance. Nous avons montré, dans notre précédente livraison, que certains hauts fonctionnaires — en particulier l'ancien directeur de l'OP-HLM de la Ville de Paris — avaient accepté de considérer que le coût de certains travaux du CRESPU dépassaient trente millions d'anciens francs. De deux choses l'une. Soit les études sont valables, soit le responsable en question a cautionné une pure et simple tentative de détournement des fonds publics.

On le voit, rien dans la dépêche de l'AFP n'autorise à clore le dossier. Par contre, elle jette un éclairage troublant sur le travail de la brigade financière. Sur quelles bases, à l'aide de quels témoignages est-elle parvenue à ces conclusions qui sont aujourd'hui présentées comme pratiquement définitives ? A propos de la qualité des études du CRESPU et pour ne prendre que cet exemple, il est manifeste que les policiers n'ont pas enquêté auprès du personnel municipal.

des règles des marchés publics. En outre, les termes du contrat laissent penser que le bureau d'études s'est fait payer deux fois, pour des prestations identiques, une fois directement par la Ville, puis une seconde fois dans le cadre des contrats d'études préalables passés avec différentes sociétés de HLM et remboursés ultérieurement par la sous-direction au logement.

2. Chirac ne répond pas, mais Petit avoue implicitement.

Les plus hautes autorités de l'Hôtel de Ville, à commencer par Chirac lui-même, ont, à plusieurs reprises, proclamé qu'elles n'avaient jamais traité avec le CRESPU, les contrats s'établissant selon elles, au niveau des sociétés de HLM. Nous avons prouvé que c'était un mensonge en publiant le fac-similé d'un « marché négocié » entre Lucien Petit, sous-directeur du logement à la Ville, et Jean Schwerdlin, responsable du CRESPU, marché qui fut ratifié par le préfet de région en décembre 1979.

Nous avons également établi qu'il y avait eu pression sur les opérateurs pour que ceux-ci recourent aux services de la société de Schwerdlin pour mener les études préalables à la réhabilitation d'un certain nombre de zones. Une note manuscrite de Petit à son supérieur J.-C. Jolain en fait foi et prouve que des travaux ayant le même objet que ces études préalables avaient été commandés au CRESPU bien avant que les organismes opérateurs aient été désignés.

Chirac ne nous a pas démenti. Si nos affirmations étaient fausses, il avait tout loisir de nous poursuivre pour diffamation. En se taisant, il reconnaît la véracité de nos propos.

Peut-il d'ailleurs faire autrement, alors que son subordonné Petit vient de laisser entrevoir une partie de la vérité dans une interview à *l'Express* du 22 octobre. Celui-ci reconnaît, à demi-mots, avoir incité les sociétés de HLM à travailler avec le CRESPU : « Quand les opérateurs me demandaient à quel genre d'étude ils devaient procéder, je leur donnais toujours comme modèle les travaux du CRESPU. » Même le journaliste de *l'Express* se voit obligé de commenter cet aveu en ces termes : « Allez vous étonner, après pareille publicité, que les opérateurs filent tout droit boulevard Pasteur, au siège du CRESPU. »

Décidément, tout ce qui sort de la bouche des responsables de l'administration chiraquienne n'est qu'un tissu de contradictions et d'invéraisemblances. Echappant pour notre part à tout moyen de pressions politiques et financières, nous continuerons à faire en sorte que la lumière soit faite sur les combines dont est faite la gestion quotidienne de la droite dans les municipalités et l'appareil de l'Etat. Dans ce but, nous verserons de nouvelles pièces au dossier dès la semaine prochaine. Mais peut-être, d'ici là, le maire de Paris, président du RPR, aura-t-il répondu à nos interrogations.

Christian Picquet

Rouge publie les documents

la brique rouge

BULLETIN DES MILITANTS ET DES MILITANTES DE LIGUE COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE A PARIS

par Chirac. Il fait tomber par terre pour les remplacer par... (Citation partielle)

Après « Libération »

« ROUGE » publie de nouvelles preuves !

Paris-Marecage

Quelques questions à MM. Chirac, Tibéri, Jolain, Petit, et compagnie

Le 21 octobre 1982, le journal « Rouge » a publié des documents qui ont été envoyés par Chirac, Tibéri, Jolain, Petit, et compagnie. Ces documents concernent le CRESPU et les sociétés de HLM. Ils montrent que ces sociétés ont été créées pour servir d'intermédiaire entre la Ville de Paris et les opérateurs de travaux. Les documents publiés dans « Rouge » des 15 et 22 octobre dans leur feuille, « la Brique rouge ».

A PROPOS D'UN SILENCE ETONNANT

Un silence de plomb paraît s'être abattu sur la presse à propos du scandale des bureaux d'études. Que les journaux de droite — qui, depuis le début, mettent un point d'honneur à défendre et justifier Chirac — agissent ainsi, rien de plus normal. Mais le mutisme est plus étonnant et totalement injustifiable, quand il émane d'organes de presse tels que *le Monde*,

le Matin et même *Libération*, quotidien qui contribua à faire surgir l'affaire. Nous savons pourtant que ces trois quotidiens avaient largement de quoi informer leurs lecteurs, puisque, comme nous, ils sont en possession des documents qui sont parus dans notre dernier numéro. Cette attitude amène à se poser des questions. Est-ce là le résultat de pressions diverses et doit-on y voir la concrétisation du compromis entre l'Hôtel de Ville et l'Élysée, que certains journaux évoquaient vaguement il y a quelque temps ?

à paraître

Critique Communiste

revue mensuelle de la Ligue Communiste Révolutionnaire

13 novembre 82 / 12 fr.

Un budget inacceptable pour les travailleurs

Les confédérations ouvrières et la politique salariale du gouvernement

LES GREVES OUVRIERES DEPUIS LE 10 MAI

Le PS et l'appareil répressif de l'Etat

La dissolution de Solidarité (articles et documents)

Nom

Prénom

Adresse

Formule choisie

	Normal	Collec.	Etranger
1 an	230 FF	190 FF	320 FF
6 mois	120 FF	110 FF	170 FF

Règlement à l'ordre de : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil. (tél. : 859.00.80)

Rouge

• Edité par la société Presse/Édition/Communication (PEC)

• Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

• Directeur de la publication : Robert March

• Commission paritaire : 63922

• Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

SANS HYPOCRISIE ET SANS TERGIVERSATIONS ...

- Le gouvernement revendique haut et fort la gestion de la crise du capitalisme.
- Delors, Rocard, Maire, Jobert prêchent la priorité à «notre industrie».

HYPOCRITE », s'écrie Edmond Maire à l'adresse de Mauroy. Pas pour lui rappeler les promesses, non tenues, du changement ! Mais pour que le Premier ministre, enfin, dise qu'il y aura une baisse du pouvoir d'achat... Souhait bizarre pour un dirigeant syndical : il s'agit, « en toute honnêteté », de convaincre les salariés du caractère inévitable de la crise actuelle, insurmontable paraît-il avant très longtemps. Sous couvert d'en appeler au « réveil social », une seule ambition : se partager les revenus entre salariés, pour « contraindre les patrons à embaucher » en proportion de la masse salariale dont les travailleurs feraient ainsi le sacrifice.

En écho, Michel Rocard est sorti de son silence, « heureux d'avoir contribué », dit-il, à convaincre ses collègues du gouvernement de la nécessité de la rigueur » (interview à *Ouest-France* le 25 octobre). Dans la foulée, comme par hasard, l'ex-ministre de Pompidou, Michel Jobert, affirme qu'il « avait averti dès janvier du déficit du commerce extérieur et voulait des mesures ». Mais on ne s'est décidé, disent-ils en chœur, qu'en juin.

Les prêcheurs de l'austérité, finalement, demandaient que l'attaque contre le pouvoir d'achat des salariés ait lieu plus tôt...

Voilà de quoi bondir ! Et les travailleurs sont nombreux à le faire ces jours-ci. Mais, sans hypocrisie, disons nettement ce qu'il en est : oui, il y a un grain de vérité dans les déclarations de Rocard, Maire, Jobert, qui énoncent à haute voix ce que la majorité fait sans oser le dire.

On ne peut servir deux maîtres...

Elue pour supprimer le chômage au plus tôt, elle espérait « faire une politique de relance », afin que les

travailleurs consomment plus, et que par là même les patrons encaissent plus de profits. Mais la crise capitaliste est si profonde que, comme le souligne Rocard, « la France ne peut se permettre en 1983 et 1984 de croître plus vite que ses partenaires, au risque de voir son commerce extérieur dérapier davantage ». En respectant, en effet, les règles de la concurrence capitaliste, il faut seulement chercher à « gagner des parts » sur le marché mondial, « tenir compte de l'environnement », dit Delors, « travailler dans notre pays et prendre le risque de l'impopularité, même avec nos électeurs ». Bref, il s'agit, au nom des « contraintes de l'économie » de trahir les engagements qui ont été pris.

En écho au « redéploiement international de notre économie », thème cher à Giscard, Delors a pris le relais. Ramenant la propagande du PCF à ce qu'elle a toujours été, il argumente : « La reconquête du marché intérieur est une formule inventée par Ceyrac quand il était président du CNPF. Aujourd'hui, les entreprises françaises doivent considérer le monde comme leur province. (...) Vous êtes obligés de vous battre partout si vous voulez exister sur votre propre sol. » (« Grand Jury » RTL, le 24 octobre.) Autrement dit, le gouvernement veut gérer, tout bêtement, les intérêts commerciaux du capitalisme français, la quatrième puissance impérialiste.

Dans cette optique, les perspectives se délimitent avec une grande « rigueur ». Il ne faut pas toucher aux profits capitalistes. Il faut « encourager » les chefs d'entreprises. Il faut donner la « priorité à l'industrie », à la place de la « priorité à l'emploi ». Au lieu de mettre les 35 heures à l'ordre du jour dans cette Europe qui croule sous le poids de douze millions de chômeurs dans la seule CEE, il faut « jouer le jeu » de nos « par-



tenaires ». Delors ne le cache pas : « Si l'Europe ne se fait pas, expliquait-il, dans la même émission de RTL, j'affirme qu'en 1990 ce sera le déclin total pour tous les pays d'Europe, y compris l'Allemagne. »

Pour encourager, cependant, les travailleurs à être disciplinés, sur le front de la « guerre économique », Delors veut combiner l'essentiel et un accessoire dont il espère qu'il « fera passer le reste » : « On ne peut pas répartir plus qu'on ne produit », dit-il avec des accents à la Raymond Barre ; mais, ajoute-t-il, on doit aussi donner toute leur place aux « droits nouveaux », reconnaître aux syndicats « un contrôle des aides publiques aux entreprises » (*Libération* du 25 octobre). On voit donc s'esquisser un « accord » avec les « exigences » d'Edmond Maire et le souci, à la direction de la CGT, de prendre place dans la « bataille de la production » : « On ne peut demander un effort au syndicalisme français, prêche Delors, si au sein du comité d'entreprise — ou dans des négociations d'entreprise ou de branche — il n'a pas le droit de regard sur la manne publique. »

Nous voici donc conviés à troquer le pouvoir d'achat contre un supplément d'âme, un projet de « démocratie industrielle », un système où les patrons accepteraient d'accroître la place des syndicats pour aider la majorité PS PC à les détourner de la lutte de classe.

Leur crise ou le socialisme

Ce calcul, notons-le, ne rapporterait même pas, à l'inverse de ce que Maire peut prétendre, un recul du chômage. Selon des prévisions officielles soigneusement cachées, il devrait s'élever au moins à 2,3 millions en mars prochain, les patrons ne voulant pas investir. A peine le ministre chargé du chômage, Le Gar-

rec, espère-t-il, en distribuant des « aides » pour les « nouveaux contrats de solidarité », limiter cette augmentation : en donnant des fonds publics aux patrons au lieu de les donner directement aux chômeurs...

Il faut donc dire non à cette politique, non à l'austérité, à la remise en cause de l'ensemble des acquis ouvriers et des institutions sociales comme la Sécurité sociale. Il faut d'autant plus dire « non » qu'il est possible d'agir autrement.

Prenons, pour le mettre en lumière, un seul exemple, celui de la sidérurgie, où les patrons et « l'Europe » chère à Delors ont décidé qu'il y a « une énorme surproduction »...

Il est, bien sûr, indéniable que, par exemple aux USA, l'industrie sidérurgique « tourne » à 40 % de ses capacités de production. Indéniable qu'en France elle ne produit, aussi, qu'à 65 % de ces capacités. Mais faut-il pour autant accepter de « réduire les capacités » et supprimer 12 000 emplois ? Si l'objectif est de faire des profits capitalistes, la réponse est connue. Mais, s'il s'agit de répondre aux besoins non satisfaits, en France ou dans le monde, la réponse est diamétralement opposée.

Pour les équipements collectifs, le logement, les besoins sont énormes, négligés par le régime de droite durant tant d'années. Or, ce « secteur économique » absorbe 25 % de la production sidérurgique... Il y a un choix à faire ; il était, d'ailleurs, inscrit dans les projets du PC et du PS, prévoyant la construction par exemple de 500 000 logements par an alors qu'il n'en a été produit que 200 000 en 1982 ! Pourquoi, dans ces conditions, croire les chiffres patronaux sur une « surproduction » d'acier ?

En Afrique, où le minerai de fer, comme les autres matières premières, est acheté à bas prix, des centaines de milliers de gens vont mourir de la famine dans les années qui

viennent, faute d'irrigation. Or, pour équiper ces pays, il faut des produits issus de la sidérurgie, tôles et tubes, afin de réaliser l'irrigation. Acceptons-nous d'entendre parler de « surproduction » ? Ne faut-il pas, au contraire, changer le mode de relations internationales afin de ne plus écraser les pays africains sous la domination impérialiste ? Cela gênerait, certainement, les USA ou l'Allemagne capitalistes. Et puis !

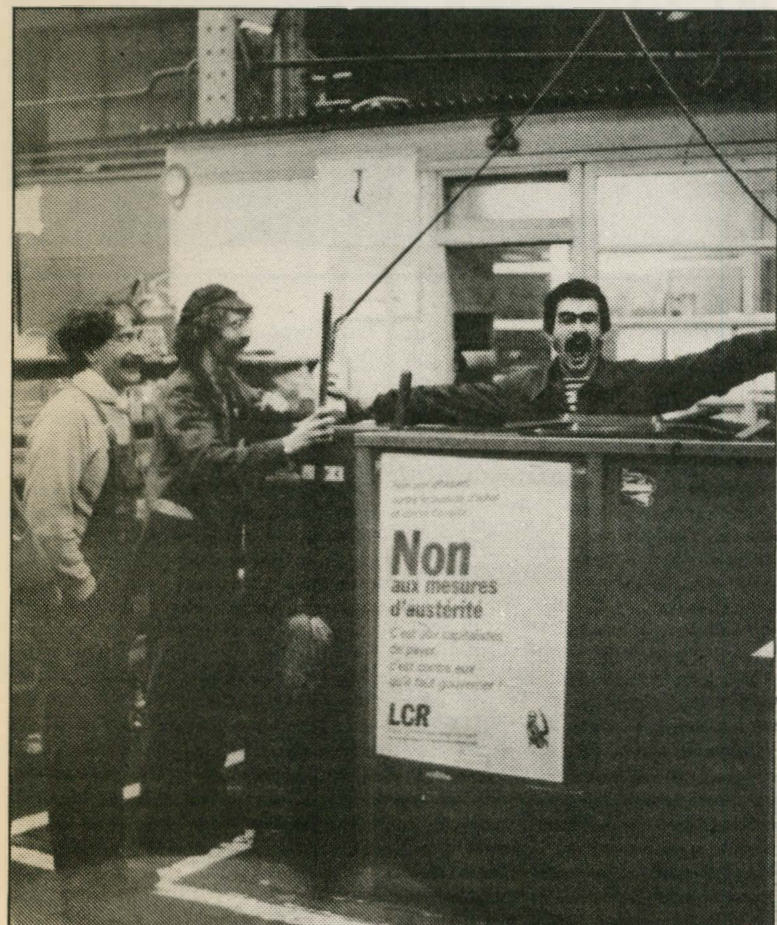
« Nous préférons », dit un tract de la LCR dans la sidérurgie lorraine, *lutter contre le chômage en Europe, contre la faim dans le monde et construire des logements, plutôt qu'obéir à Davignon et au CNPF.* »

Les travailleurs, en effet, n'ont aucune raison de se soumettre aux calculs patronaux au sujet de « la surproduction » : elle n'existe qu'en fonction de la crise du système capitaliste. Et on peut en sortir : à condition de ne pas laisser aux patrons, quels qu'ils soient, les leviers de commande de l'économie. Cette crise est la leur, pas celle des travailleurs. Et des solutions adaptées aux besoins sociaux, à la consommation populaire, existent.

Plus de 90 % du crédit est nationalisé. Les députés du PS et du PC, avec de tels moyens et une majorité des deux tiers à l'Assemblée, veulent-ils oui ou non agir pour les travailleurs ?

Camarades du PS et du PC, qui vous réclamez du socialisme, il faut cesser de tourner le dos aux vraies solutions. Pour en sortir, pour changer vraiment, assez d'hypocrisie : il n'y a rien à attendre du système capitaliste en crise, l'heure n'est pas à l'abandon des acquis et à « l'austérité bien partagée ». Il ne s'agit pas de « prendre notre part de responsabilités » aux côtés des patrons au nom des intérêts nationaux. Il s'agit de se mobiliser, contre les coups des patrons et pour ouvrir la voie au socialisme.

Pierre Rème



Sotteville-lès-Rouen, lutte aux ateliers SNCF de Quatre Mares (voir p. 6).

Défense du pouvoir d'achat

TOUT RESTE A FAIRE !

RATP, fonction publique, charbonnages, etc. La marée d'équinoxe des journées d'action monte brusquement avant le 1^{er} novembre, date théorique de « sortie du blocage ». Ces journées expriment une poussée de la base syndicale et des travailleurs sur leurs organisations, pour qu'elles organisent la riposte face aux attaques sur le pouvoir d'achat. Mais les confédérations syndicales répondent à cette aspiration en découpant soigneusement chaque catégorie, en rejetant toute démarche unitaire. Pire, les revendications, les formes d'action sont floues, diluées dans des mobilisations mal définies. Finalement, le patronat n'est pas clairement pris comme cible, et ces journées d'action renforcent l'aspect de mécontentements catégoriels aux objectifs peu

clairs.

Car le patronat est arrogant, à l'UNEDIC, dans les négociations par branche, pour la Sécurité sociale. Mais il n'est pas l'objet des attaques franches des confédérations. Bien sûr, elles « haussent le ton » comme on dit, avant le 1^{er} novembre... et les élections prud'homales. La CGT, dans une conférence de presse le 27 octobre, déclare ne pas accepter de « compromis » sur la baisse du pouvoir d'achat. Mais le sabre qu'elle tire du fourreau est en bois : ni Viannet ni Krasucki n'avancent pour l'après-1^{er} novembre la moindre perspective. « Il faut que les travailleurs s'en mêlent. La CGT fera tout pour les aider », dit Vianet. Comment, par quels moyens, dans combien de temps... Mystère. Maire ne reproche pas au gouvernement la baisse du pouvoir d'achat ; au

contraire : il lui reproche seulement de ne pas le dire, de ne pas aider la CFDT à l'expliquer aux travailleurs. FO lance « un sévère avertissement » au patronat et au gouvernement, mais elle est prise dans des turbulences. La direction confédérale louche vers la CGC et la CFTC. Des syndicats et beaucoup d'adhérents font pression pour l'action sur les revendications.

Ces directions confédérales-là, malmenées par un CNPF offensif, cynique et arrogant, ne préparent pas de contre offensive. Engluées dans une attitude de soutien au gouvernement, elles limitent leurs coups ; elles pensent plus à limiter la riposte, à maintenir la division pour contenir la mobilisation qu'à s'en prendre au patronat.

Pourtant, la mobilisation exis-

te. Et la volonté unitaire aussi. En témoigne ce tract unitaire des impôts, où la CGT, la CFDT et le SNUI appellent ensemble à l'action du 27 octobre pour les salaires, pour le maintien du pouvoir d'achat, la progression des bas salaires.

Quant le patronat se sert des mesures gouvernementales pour remettre en cause des acquis ouvriers, quand le gouvernement mène une politique d'austérité, la tâche immédiate élémentaire des organisations syndicales, c'est d'organiser la riposte. Pour les revendications et la défense des acquis, pour refuser clairement de partager les frais de la crise entre patrons et travailleurs.

Leur devoir élémentaire est de faire cesser une division syndicale qui accroît le discrédit des di-

rections confédérales. L'unité doit être réalisée pour une grève nationale de la fonction publique. L'exemple que le gouvernement veut faire pour la mise en place de sa police des salaires doit se retourner en son contraire, sous la forme d'une mobilisation nationale unitaire pour le pouvoir d'achat. Au niveau interprofessionnel, une riposte nationale et unitaire est possible. Ce 1^{er} novembre n'est pas l'échéance des travailleurs, c'est une date gouvernementale et patronale. La seule échéance des travailleurs, c'est la satisfaction de leurs revendications. Pour ça, il faut le poids de la mobilisation unitaire interprofessionnelle. Sans elle, seul le patronat tirera bénéfice du bilan social de l'année 1982.

Jean Lantier

POUR DELORS LES SYNDICATS DOIVENT ETRE LA COURROIE DE TRANSMISSION DE LA CRISE

LES organisations syndicales sont malmenées en cette rentrée. Le patronat, dans les négociations dites « de sortie du blocage », s'abrite derrière les décisions gouvernementales. Il liquide les systèmes d'indexation des salaires sur les prix, jugés illégaux par le ministre Auroux. L'UIMM, comme d'autres cartels patronaux (textile, verrerie), impose unilatéralement des pourcentages d'augmentation inférieurs à ceux du gouvernement. Dans la quasi-totalité des branches industrielles, les organisations syndicales sont confrontées à une sortie du blocage qui prend le visage d'une offensive patronale contre les acquis salariaux et le pouvoir d'achat. Que reste-t-il à négocier ? Peu de choses. Les syndicats, entre les chiffres avancés comme des consignes par le gouvernement et le cynisme patronal, n'ont plus la faculté de négocier.

Jusqu'à la fonction publique, test pour l'ensemble du système de rémunération, où le ministre Le Pors impose de son cabinet un 8,1 % pour 1982 qui sonne comme un ordre militaire.

Est-ce une reddition sans condition qu'attend le gouvernement des organisations syndicales ? Il ne s'y prendrait pas autrement. Delors, invité du colloque organisé par la revue *CFDT Aujourd'hui*, explique dans *Libération* (25 octobre) les tâches que le gouvernement assigne

au syndicalisme français. Pour Delors, « si ce qu'on appelle l'austérité est considéré comme le passage obligé vers un autre modèle de développement, alors il devient possible d'obtenir un accord des organisations syndicales et des travailleurs ».

Pour le ministre, c'est en fait une question de vocabulaire. D'accord sur les mots, il cherche, dans son interview à *Libération*, à passer à un accord sur les tâches. Elles sont au nombre de quatre. Accepter les négociations salariales boîte par boîte, non sur un salaire minimal mais sur un salaire intégrant « les performances de l'économie ». Les syndicats doivent intégrer la fin de l'indexation et le début des salaires comme prime de productivité. Accepter un nouveau marché du travail, foisonnant de contrats précaires, à durée déterminée, à temps partiel. C'est ce que Delors appelle un « nouveau marché du travail ».

Accepter que les comités d'entreprises s'intègrent à la gestion des subventions d'Etat fournies à l'entreprise. Accepter enfin que les travailleurs s'expriment essentiellement sur le terrain des conditions de travail et de l'organisation du travail. Outre ces quatre tâches, Delors offre généreusement au mouvement syndical de faire des propositions et contre-projets pour la constitution d'un « troisième secteur », celui des coopératives ouvrières, laissées pour

compte du privé et du nationalisé. Comme dit Delors, « le mouvement syndical français, appuyé d'ailleurs par le gouvernement et lui-même appuyant le gouvernement, aura quatre champs d'intervention ». Telles sont les consignes gouvernementales. Un mouvement syndical docile, aux ordres, obéissant en toute indépendance aux impératifs de la crise. Le même Delors, pour mieux illustrer son propos, s'était fait accompagner d'un syndicaliste correspondant à cette espèce à l'échine souple devant l'impératif de la crise : Bruno Trentin, le célèbre dirigeant de la fédération italienne de la métallurgie (CGIL). Un orfèvre du compromis historique, qui débouche en ce moment... sur l'offensive centrale du patronat italien contre la principale conquête de 1975, l'échelle mobile des salaires italienne, régissant tous les salaires du pays.

Delors et le gouvernement veulent donc domestiquer sans contrepartie les organisations syndicales. Leurs réponses à cette offre publique d'achat ne sont pas franchement négatives, malheureusement. Toutes admettent, l'UNEDIC le prouvant à l'évidence, que la crise présente une note de frais à partager entre « partenaires sociaux ». Si, au nom du « soutien à l'expérience en cours », les syndicats répondent présents à l'appel de Delors, c'est une remise en cause du syndicalisme ouvrier qui est en perspective.

J. L.



FO

Un appel à l'unité intersyndicale à la Sécu

QUE se passe-t-il à FO ? La question se pose au lendemain de la grève du 22 octobre lancée par le cartel fonction publique, à la veille de mots d'ordre identiques dans les banques et la Sécurité sociale. Avant le 10 mai, FO se donnait l'image d'un syndicat « responsable », se démarquant nettement de la CGT et de la CFDT, en refusant d'intégrer l'action syndicale dans le soutien à la politique des partis ouvriers. Ainsi, sous prétexte d'indépendance, la direction Bergeron refusait en fait de mettre ses forces dans le combat contre le gouvernement, mettant toute son énergie dans le dialogue avec le patronat et le soutien à la politique contractuelle.

Une telle image a fait de FO une centrale composite qui, tout en se réclamant sans conteste de la lutte de classes et du combat pour le socialisme, laissait la place à des mili-

tants RPR et à l'utilisation par le patronat de nombreuses sections pour en faire des syndicats maisons.

A côté de cela, son refus d'entrer dans le rôle de relais syndical des partis le maintenait partiellement à l'écart du discrédit dont pâtissaient les directions de la CGT et de la CFDT.

Après le 10 mai, le décor change. Force ouvrière est aujourd'hui écartelée à plus d'un titre.

La direction socialiste se situe clairement dans une volonté de soutien au gouvernement, comme les autres centrales syndicales. Les déclarations de Bergeron à la rentrée ne laissent aucun doute là-dessus.

Mais son refus d'être associé à la logique actuelle des directions CGT et CFDT, « partie prenante du changement », c'est-à-dire se faisant,

auprès des travailleurs, le relais du discours sur la rigueur pour aujourd'hui et des lendemains qui chantent, donne un mal de mer réel dans FO. Ce syndicat est pris entre la logique corporatiste téléguidée par la droite de la CGC et de la CFTC avec lesquels Bergeron avait un moment envisagé une manifestation commune pour la rentrée, et la pression de nombreux syndicats FO, qui, se situant aujourd'hui comme hier sur le terrain revendicatif, ne pouvant plus s'appuyer sur la politique contractuelle, mise à mal par l'offensive patronale et exprimant plus directement les décisions gouvernementales, expriment plus directement la volonté des travailleurs.

La montée du mécontentement parmi les travailleurs fait qu'aujourd'hui c'est le deuxième élément qui prend le dessus, dans un contexte où la CFDT et la CGT n'apparaissent nullement prêtes à organiser réellement

l'action pour faire reculer le gouvernement.

Ainsi, l'appel au 22 octobre a rencontré un écho certain parmi les travailleurs dans plusieurs secteurs, entraînant souvent le soutien de sections CGT ou CFDT. Le refus du cartel FO de toute démarche unitaire n'a pu évidemment que participer à la division générale dans la fonction publique.

Par contre, la section fédérale Sécurité sociale vient de lancer un appel à la grève pour le 10 novembre avec une démarche publique en direction des autres syndicats « pour leur demander de surmonter leurs divergences et de décider dans l'unité une journée d'arrêt de travail ». Indépendamment des intérêts d'appareil et de l'attitude passée ou présente de FO rien ne pourrait justifier de la part de la CFDT ou de la CGT le refus de répondre à cet appel.

J. C.

QUESTIONS AUX MILITANTS COMMUNISTES

Quand les députés du PC votent les mesures d'austérité pour la Sécurité sociale...

LE groupe parlementaire communiste a voté pour le projet relatif au financement de la Sécurité sociale. André Lajoinie, en expliquant le vote des députés communistes, a précisé : « Notre vote positif a une signification politique profonde. » Signification politique profonde, en effet. Sur laquelle il convient de s'interroger.

Jugement négatif et vote positif

Il suffit de lire l'explication de vote présentée par Lajoinie, publiée dans *l'Humanité* du 21 octobre, qui rappelle succinctement les critiques faites aux mesures prises, pour constater que le PCF est en désaccord avec l'essentiel de ce projet.

Désaccord sur le « forfait hôtelier », qui est une des pièces maîtresses du projet.

Désaccord sur le principe de cotisations sur les préretraités.

Réserves concernant les taxes sur l'alcool et le tabac, qui auraient dû être réservées aux importations.

Craintes concernant la dotation globale qui risque d'imposer une tutelle étroite paralysante sur les établissements hospitaliers.

Surtout, Lajoinie a expliqué : « Nous voulons résoudre de façon constructive le problème du déficit de la Sécurité sociale, sans en exagérer la dimension, et avec l'objectif de faire progresser les droits à la santé et à la protection sociale. »

Or, ces préoccupations ne vont-elles pas à l'opposé de la logique qui a présidé à l'élaboration du projet ? Ne s'agit-il pas, de la part de Bérégovoy, d'exagérer la dimension du déficit pour justifier une compression des dépenses de santé et restreindre la protection sociale ?

Il suffit, pour s'en convaincre, de lire les déclarations gouvernementales en la matière, et de



Ralite et Bérégovoy se serrent la main et... les députés communistes votent les mesures sur la Sécurité sociale

constater que ces mesures ont toutes été puisées dans l'arsenal prévu par la loi Berger. Loi que le PCF, à l'époque, avait combattue.

D'ailleurs, Lajoinie rappelle des propositions qui vont dans un autre sens que le projet : la récupération des dettes patronales, les économies réalisées sur la base de la démocratisation du système de santé, l'élimination des gâchis humains par l'amélioration du pouvoir d'achat et de la protection sociale, le recul du chômage, des bas salaires, des accidents du travail et des maladies professionnelles. Mais, dans l'état actuel des choses, celles-ci resteront lettre morte. Car telle n'est pas la voie dans laquelle s'engage le gouvernement.

Au nom de la solidarité gouvernementale

Alors pourquoi avoir voté ce projet ?

Est-ce que les « améliorations non négligeables » — que Lajoinie se garde bien de préciser — apportées au projet sur la base

des propositions communistes et le souhait ardent que ces « dispositions ne soient que transitoires » suffisent à équilibrer les désaccords et à justifier un vote favorable ? Personne ne peut sérieusement le croire.

La vraie raison, la seule raison, est ailleurs. C'est celle qui donne au vote communiste sa « signification politique profonde ». « Nous ne voulons pas », explique Lajoinie, *mettre en cause la cohésion de la majorité.*

« La droite rêve de revanche et s'attaque violemment au gouvernement d'union de la gauche et à la participation des ministres communistes », explique-t-il pour justifier cette décision. Que, face à la droite, le PCF veuille défendre le gouvernement et garantir sa propre participation à celui-ci, c'est une chose. C'en est une autre que de présenter les mesures de financement de la Sécurité sociale comme constituant un projet positif auquel les communistes devraient adhérer. Alors qu'il représente une attaque grave contre les intérêts des travailleurs.

Pourquoi expliquer : « Notre

vote constructif témoigne de notre volonté de mettre en œuvre ensemble les réformes nécessaires concernant la Sécurité sociale, tout comme les autres progrès attendus, afin d'aller de l'avant dans le sens des engagements pris devant le pays ? » Alors que le gouvernement reprend à son compte des mesures que le régime giscardien n'avait pu appliquer du fait de la mobilisation ouvrière.

Lorsque Lajoinie explique cela, il oublie ce que lui-même exposait le 4 octobre dans son rapport devant le comité central. Il parlait alors de « l'inquiétude » et du « mécontentement » dans le pays, parmi les travailleurs. Inquiétude et mécontentement découlant d'un certain nombre de « mesures concrètes » prises par le gouvernement sous la pression de la droite et du grand patronat. Et il citait plusieurs exemples de telles mesures, dont « des projets concernant la Sécurité sociale mettant en cause certains acquis sociaux alors que d'autres solutions sont possibles ».

Le « parti de gouvernement » oublie

le « parti de lutte »

Ces projets n'ont pas changé de nature depuis cette date.

Simplement, parce qu'il a jugé que la solidarité gouvernementale était en jeu, le groupe parlementaire communiste a décidé de les voter, c'est-à-dire de les cautionner aux yeux des travailleurs. Au risque d'accroître un mécontentement légitime, et aussi d'amener les militants communistes à résister à ce mécontentement, pour défendre — au nom de la discipline de parti, cette fois — un projet qui va contre les intérêts de la classe ouvrière.

Loin de renforcer le combat contre la droite et le patronat, une telle attitude ne pourrait qu'aggraver la désorientation et la division parmi les travailleurs. En opposant à ceux qui veulent défendre leurs intérêts, et qui comprennent que contre la droite et le patronat il n'est pas d'autre politique ouvrière possible, ceux qui, par confiance dans la politique du PCF, se croiraient obligés de soutenir des mesures dictées par les « pressions patronales » dénoncées par ailleurs.

Nombréux sans doute sont les militants communistes qui ne sont pas prêts à ce que la solidarité gouvernementale se paye à ce prix. Pour ces militants, la présence de ministres communistes au gouvernement devrait favoriser les mesures positives et aider les travailleurs à mieux percevoir les enjeux, pour intervenir plus efficacement dans le combat politique. Et non à cautionner des mesures négatives, à brouiller les cartes et à paralyser l'action des travailleurs.

Dans le cas précis, pourquoi le PCF, s'il dit vrai sur ses propres positions, ne s'oppose-t-il pas à de telles mesures ? Pourquoi n'en appelle-t-il pas à l'intervention des travailleurs pour qu'ils disent ce qu'ils attendent du gouvernement ? Agir ainsi, ce serait non seulement peser dans le sens de l'amélioration des conditions de vie des travailleurs, mais aussi renforcer la majorité et encourager les forces du changement !

C'est, sans doute, que les préoccupations de la direction du PCF sont autres, bien éloignées de ce qui regarde la mobilisation des travailleurs...

« GRACE A NOUS » !

l'Humanité du 22 octobre a salué, sous la signature de Florian Benoît, la décision du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale comme « une mesure de justice », « une mesure sociale d'importance », « une question de justice sociale élémentaire ». Toutes choses incontestables. Le sont moins les commentaires concernant le rôle joué par le PCF dans l'affaire. « Cette fois encore, la mobilisation a été large. Le gouvernement a décidé de ne pas tergiverser (sic). De très nombreuses organisations

ont fait connaître leur opposition au report de la mesure. » Si le gouvernement ne « tergiversait » pas, c'est sans doute qu'il reculait franchement !

Et le plus beau : « Pour la première fois, des associations aussi différentes que la CGT, le mouvement Choisir, le Conseil national des associations familiales populaires se sont retrouvées ensemble dans l'action à l'initiative du Parti communiste, recevant le soutien du Planning familial. »

L'action en question, ce n'est pas la manifestation du 23 octobre appelée par le Planning familial, la Coordination des groupes femmes, l'URP CFDT, Choisir, le CNAFAL et une tren-

taine d'organisations (voir page 9). Manifestation à laquelle le PCF et la CGT ont refusé de s'associer. Non, il s'agit de la seule action engagée à l'initiative du PCF : une délégation à Matignon. Si importante que *l'Humanité* elle-même a oublié d'en rendre compte...

Mais peut-être cette discrétion était-elle modeste. Puisque l'article laisse entendre que c'est grâce à l'action du PCF que le remboursement a été obtenu.

Satisfaction sur toute la ligne donc, puisque l'article ne dit mot sur ce qu'il reste à obtenir si l'on veut que le droit à l'avortement devienne une réalité pour toutes les femmes.

LES NOTRES

Notre camarade, notre copain Rainer (Karol), 29 ans, est mort subitement le matin du 4 octobre des suites d'un accident de moto.

Rainer, de nationalité allemande, travaillait comme lecteur à la faculté des lettres de Rennes où il militait au SNE-Sup (FEN) dans la tendance Ecole émancipée.

Ex-militant du GIM (section allemande

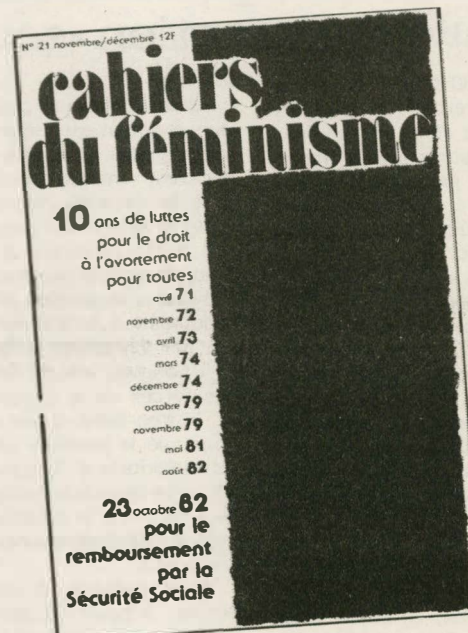
de la IV^e Internationale) qu'il avait quitté à la suite de divergences importantes, il avait adhéré à la LCR en décembre dernier. Dans sa lettre d'adhésion, il disait que face à la situation politique « existant en France et à la situation révolutionnaire qui peut en être le résultat, il ne (lui) paraît plus possible de poursuivre (son) existence de "trotskyste solitaire" ». Ouvert sur les autres, Rainer avait su se faire apprécier et aimer par tous les camarades qui l'ont connu. Rainer, ton absence, dont nous

n'avons pas eu le temps de réaliser qu'elle n'est pas momentanée, pèsera lourd, toi le militant plein de chaleur et de projets dont les exigences en ce qui concerne la clarté dans nos débats et l'efficacité dans notre travail militant continueront d'animer la vie de la cellule et de la section de Rennes.

Nous joignons notre émotion et notre amertume à la douleur de tes parents et amis.

Tes copains de la cellule enseignante de Rennes.

Vient de paraître



Des directeurs en question

•Luttes à l'hôpital psychiatrique et aux ateliers SNCF de Sotteville lès Rouen

L'HOPITAL psychiatrique et les ateliers SNCF, deux entreprises de plus de mille travailleurs et travailleuses, séparées par 500 mètres, deux luttes contre des directeurs arrogants, arc-boutés contre tout changement. Sous Giscard, ils ont été faits rois, ils en sont restés là.

Sur une zone industrielle où nombre d'entreprises sont menacées par les licenciements (Papeteries de la Chapelle-Darblay, PCUK...) dans le privé, s'ajoute la répression dans le public... Le blocage des salaires est la toile de fond commune.

« Quand un patron gueuletonne avec 60 cadres, on appelle cela un déjeuner de travail ! Quand les cheminots s'informent sur leur avenir avec la CGT, c'est une heure en bas. »

Mercredi 13, c'est une sanction, la retenue de l'heure d'information sur les salaires, qui a donné le signal de la mobilisation, à l'appel de la CGT. Débrayages quotidiens, d'une heure à une demi-journée, qui désorganisent la production. C'est la direction elle-même qui donne le chiffre de 636 travailleurs participant à l'action. La direction refuse de négocier. Mardi 19, le directeur de région festoie à la cantine avec 60 cadres. Les cheminots, en débrayage, l'apprennent... Ils se rendent à la cantine, encadrent les dîneurs un quart d'heure en silence !

Mercredi 20, écœuré par le refus de négociation, une centaine de cheminots occupent de nuit la direction et retiennent le directeur pour lui exposer leur point de vue. C'est aussi, pour ceux qui occupent, une nuit riche en débats, sur les revendications et les moyens d'agir... La lettre envoyée au ministre des Transports, au ministre du Travail, aux députés de la majorité, est pour l'instant restée sans réponse. La sanction n'a pas été levée, la tension reste vive à deux jours des journées d'action sur les salaires.

De l'hôpital psychiatrique en grève (cf. Rouge n° 1035), 150 travailleurs sont montés le jeudi 20 au ministère

SOLIDARITE

Les travailleurs du CHR et leurs organisations doivent être soutenus : ils montrent la voie de la lutte contre les saboteurs du changement et pour la défense des droits des travailleurs. Adresser télégrammes de protestations au directeur du CHSR 2, rue Paul-Eluard 76301 Sotteville-lès-Rouen.

Motions de soutien, renseignements : écrivez aux syndicats CGT et CFDT du CHSR, même adresse. Ou téléphonez : 16 (35) 65 81 01.



Février dernier : les travailleurs et les travailleuses de l'hôpital psychiatrique reprennent le travail après la grève...

de la Santé pour exposer les lubies de leur direction qui s'attaque à tous les acquis, menace les travailleurs et leurs syndicats à coup de notes sur les murs des services. Le télex expédié à la DDASS par le ministère pour l'ouverture des négociations restait visiblement sans effets. Il ne voulait rien céder. Les travailleurs et travailleuses de l'HP non plus. Vendredi. Samedi. Lundi... Rien. Il tenait dans les négociations le même langage que dans ses affiches de service... sur les murs, avec l'approbation de ceux de droite qui l'entourent au conseil d'administration... Mardi matin, cent personnes l'attendaient à la sortie de sa réunion avec les médecins. « Qu'est-ce que vous faites ? », « On vous suit »... et toute la matinée les grévistes lui firent un cortège silencieux mais attentif à tous ses déplacements. L'assemblée générale avait décidé la veille une nouvelle délégation au ministère, qui devrait prendre sous peu ses responsabilités.

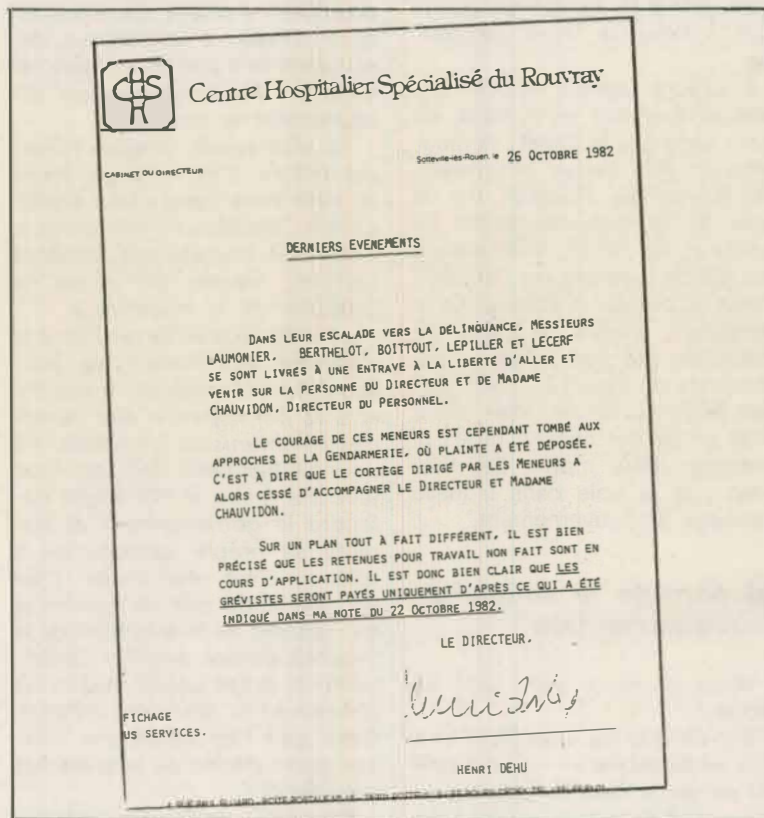
Depuis dix jours, la grève est massive, les assemblées générales nombreuses, l'occupation permanente avec les soins assurés. Les travailleurs de l'HP n'ont aucune intention de céder ; le ministère, lui, a tous les moyens et une confortable majorité pour faire céder le directeur.

Car ces deux luttes posent on ne peut mieux la question des directeurs qui font tout pour entraver le choix du changement, le choix du 10

mai. Une seule réponse : il faut leur faire céder la place, nulle part le sabotage n'est défini comme leur fonction, on pourrait donc appeler

ça une « faute professionnelle grave ». C'est en tout cas ainsi que les travailleurs l'entendent...

Michel Morel



La dernière note de service !

Longwy:

les opposantes CGT gagnent aux élections

•Dans une entreprise du textile 3 élues du courant d'opposition, une seule de la section «soutenue» par la direction de l'Union locale

GILLIER, 280 travailleuses, usine du textile de Longwy. L'une des rares où les femmes de cette région puissent trouver un emploi. Les élections de déléguées au comité d'entreprise viennent de s'y dérouler. Elles révèlent le jugement que portent ces femmes sur les méthodes de l'appareil CGT : trois élues pour une liste « indépendante », composée de « démissionnaires » de la CGT, une seule pour la CGT soutenue par l'actuelle direction de l'union locale.

« Démissionnaires » ? « Indépendantes » ? Comment la majeure partie des militantes actives de la section CGT d'il y a trois ans en sont-elles rendues là ? Question qui, en fait, se confond avec l'histoire de toute l'opposition CGT, nationale et localement. Quand l'appareil confédéral remettait en cause la radio libre Lorraine-Cœur d'acier, elles

réagirent d'autant plus vivement qu'elles n'avaient pas marchandé leur engagement dans la lutte des sidérurgistes. Quelques-unes à peine restèrent malgré tout en accord avec la nouvelle direction imposée après le renvoi de l'ancienne équipe.

Il y eut, ensuite, la Pologne, au moment même où la direction confédérale s'était mise à « œuvrer » à la liquidation du secteur féminin animé par Christiane Gilles.

A Longwy, malgré le déploiement des forces de la direction locale du PC, il s'en fallut d'une ou deux voix pour que la position des opposantes fut majoritaire à l'UL, pour le soutien à la lutte de Solidarités... On imagine sans peine le surcroît de violence dans le débat contre ces « agents de l'ennemi ».

A ce compte, il restait, en juin dernier, à peine 30 adhérentes, sur les 110 qu'avait comptées la section.

L'affaire d'Antoinette relança la bataille : les militantes CGT, fidèles à leur pratique depuis des années, signèrent le texte de soutien à l'équipe de journalistes sanctionnées ; avec de nombreuses femmes, militantes et militants CGT du bassin de Longwy. Les réactions furent insupportables. Sept déléguées ou anciennes déléguées, découragées, voyant partir toutes les adhérentes sans aucun argument pour les retenir, démissionnèrent à leur tour. C'est cependant parmi elles que se trouvent les trois élues...

Il y a un mois, en effet, aux élections de délégué(e)s du personnel, le nombre de ratures, en particulier des noms des plus fidèles de l'UL, faillit entraîner leur non-élection. Une telle réaction, spontanée, de leurs camarades de travail amena bien des discussions. Et l'idée de boycotter, au

premier tour, les élections du comité d'entreprise afin de pouvoir présenter une liste non soutenue par l'UL au second tour. Ce qui fut fait : le quorum était loin d'être atteint au premier tour. Et au second, la liste « indépendante », composée des opposantes à l'appareil actuel de l'UL, obtint 66 % des voix (150, contre 77 voix à l'autre liste), et trois élues contre une seule.

La direction locale de la CGT, devant ce désaveu, sera-t-elle assez lucide pour réintégrer des militantes qui ont la confiance de leurs camarades ? Tel est le souhait des opposants du bassin de Longwy : ils constatent comment les travailleurs leur accordent leur confiance ; mais ils ne peuvent se réjouir de voir détruites les sections et syndicats qui ont mis des années à vivre et à s'imposer face aux patrons.

P. R.

FNAC :
un conflit
« exemplaire »

Le 22 octobre, la direction de la FNAC-Relais (filiale à 99,99 % de la FNAC.SA) réunissait nationalement les syndicats CGT, CFDT, FO. Les propositions patronales en matière de salaires se situaient en pleine conformité avec les objectifs du patronat pour la sortie du blocage.

Il faut savoir que FNAC-Relais est régie par un accord salarial très déférent de FNAC.SA. Il y est prévu une progression « au regard des ressources dégagées établissement par établissement » et en fonction de « la qualité du travail de chacun ». La direction voulait partir de la recommandation gouvernementale de 10 %, y soustraire les 7 % versés en mars (dont 3,5 % l'étaient au titre de 1981), et proposait 3 % d'évolution des minimas. Elle refusait de revaloriser les salaires réels qui, dans leur grande majorité, sont inférieurs à 4 500 F. Elle proposait aussi de moduler à 5 % l'évolution des minimas des quatre coefficients les plus bas (jusqu'à 3 745 F).

Devant le caractère scandaleux de ces propositions, les syndicats ont refusé de s'engager. Ils ont décidé de mobiliser le personnel, et d'engager une démarche auprès du ministère.

Au regard de ces propositions, le protocole d'accord de FNAC.SA signé par la CGT et CFDT, dans le cadre indiqué dans Rouge n° 1035, prend toute sa signification : la délégation patronale de FNAC-Relais, la même que FNAC.SA, a refusé d'emblée de discuter en référence au protocole de la FNAC.SA.

Attitude curieuse d'une direction qui avait tenté de présenter l'accord FNAC.SA comme un accord « exemplaire » pour les patrons ! La campagne de mystification est en train de s'écrouler.

L'accord FNAC.SA ne parle que des salaires réels. L'évolution de ces salaires n'est déterminée que par le coût de la vie, à l'exclusion de toute référence à la production des établissements et des individus, contrairement à ce que voulait la direction.

Rappelons en effet que le protocole signé garantit la même évolution des salaires que dans la situation antérieure aux propositions gouvernementales, soit jusqu'à 9 000 F (85 % du personnel).

Un salaire mensuel hors primes de 7 000 F gagnera :

- Au 1^{er} novembre :
4 500 F x 5,4 % = 4 743 F
2 500 F x 4,4 % = 2 610 F
= + 353 F d'augmentation
- Au 1^{er} janvier 1983 :
5 500 F x 5,4 %
(+ 1 % rétroactif) = 4 788 F
2 500 F x 4,4 %

(+ 1 % rétroactif) = 2 635 F
= + 423 F d'augmentation

Dans le cadre de l'accord antérieur, au 1^{er} janvier : 7 379 F.

Dans le cadre du nouvel accord, au 1^{er} janvier : 7 423 F.

Dans le cadre des propositions de la direction : 7 214 F.

PTT

Un préposé en grève de la faim

Le secrétaire de la section CFDT de Paris 8 est en grève de la faim depuis une semaine. Il a été mis à pied huit jours et muté sur Paris par le conseil de discipline dans le cadre de ses activités syndicales ! Il refuse cette sanction, inacceptable quand le ministre du Travail parle des droits nouveaux dans l'entreprise. Plusieurs démarches à ce niveau ont été faites sans résultat pour l'instant. Paris 8, central d'arrondissement, est bien connu pour son climat de tension permanente. Déjà, il y a quelques années, un responsable de la fédération CFDT, Pinochet, alors secrétaire de Paris 8 avait été sanctionné.

● La solidarité s'impose à tous les niveaux. Pour le contacter : Michel Maze secteur P8, tél. 563 07 64, poste 360, ou CFDT Postaux-Paris 5, rue Geoffroy Marie Paris 9^e.

A L'APPEL DE CEUX DE ROUEN...

► LYON

« Ils étaient mille signataires lors de la conférence de presse du mardi 28 octobre. »

MILLE travailleurs et travailleuses de Lyon répondent à l'appel de Rouen. Dès la parution de celui-ci dans la presse nationale, des militants lyonnais, souvent de la LCR, décident de prendre contact avec des militants CGT, CFDT et FEN sur les entreprises. Au centre de tri PTT de Mont-Rochet, elle est signée dès le départ par des membres des bureaux CGT, CFDT, FO, par des militants du PCF et de la LCR, soit 260 signatures recueillies à ce jour.

Dans la plupart des cas, ce sont des militants CFDT qui reprennent en charge la pétition sur la ville. Le texte circule de main en main, touchant ainsi plusieurs entreprises. L'accueil est presque toujours favorable.

Certains et certaines militantes sont bien d'accord avec le texte, mais hésitent à apparaître comme les initiateurs, ou ne voient pas bien l'intérêt de la faire signer massivement. Très souvent, le débat porte sur la nécessité d'apporter des réponses aux déclarations des dirigeants syndicaux qui fleurissent aujourd'hui, sur « l'inévitabilité de la crise » et surtout ses conséquences : « l'acceptation du partage des frais ». C'est aussi le problème de la mobilisation nécessaire qui se pose. Peut-on y contribuer ? Les discussions vont bon train et finalement presque tous sont d'accord sur le fait que la pétition peut aider à faire avancer ces débats. L'exemple de Berliet-Saint-Priest est révélateur de tout cela. Ayant pris connaissance de la pétition, un militant de RVI est tout de suite d'accord et propose de la présenter aux militants CGT et à ceux du PS qui ont mené avec lui la pétition UDL et la bataille pour battre Giscard. La réaction est attentive du côté des militants de la CGT mais pas

du côté de ceux du PS. Ceux-ci, au lieu de la pétition, proposent de relancer la bataille dans la CGT sur la position de la confédération sur la Pologne ! Ce qui va faire reculer le camarade de la CGT qui fait circuler l'appel. Malgré cela, avec un autre militant CFDT, la pétition se répand et c'est le succès : 180 signatures en deux jours. A tel point que les autres militants s'interrogent sur l'importance de la réaction et qu'un débat vient d'être ouvert dans l'entreprise sur la sortie du blocage.

A l'hôpital Edouard-Herriot, la rentrée a été marquée par une action unitaire victorieuse CGT, CFDT, FO contre un licenciement d'auxiliaire. C'est donc sur la base de cette première victoire que la pétition est signée. Et ce malgré le lancement au même moment (est-ce un hasard ?) d'une pétition CGT très ferme contre la politique gouvernementale sur les salaires et les mesures sur la Sécurité sociale qui fut massivement signée. Aujourd'hui, il y a 150 signatures sur l'appel de Rouen, son aspect unitaire, national et public apparaissant comme un élément décisif.

A Elf-Feyzin, 60 signatures ont été récoltées par un groupe de militants. Là, des militants du PS ont signé le texte. Ce sont aussi des militants inorganisés qui ont recueilli 60 signatures à la MSA (Mutuelle agriculture). Comme ailleurs, l'appel de Rouen est venu apporter une réponse à un sentiment très majoritaire mais qui cherchait comment s'exprimer.

A Paris-Rhône, entreprise de la métallurgie, le climat est très tendu lorsque des militants prennent connaissance du texte. D'une part, il y a la lutte pour la réintégration de trois militants

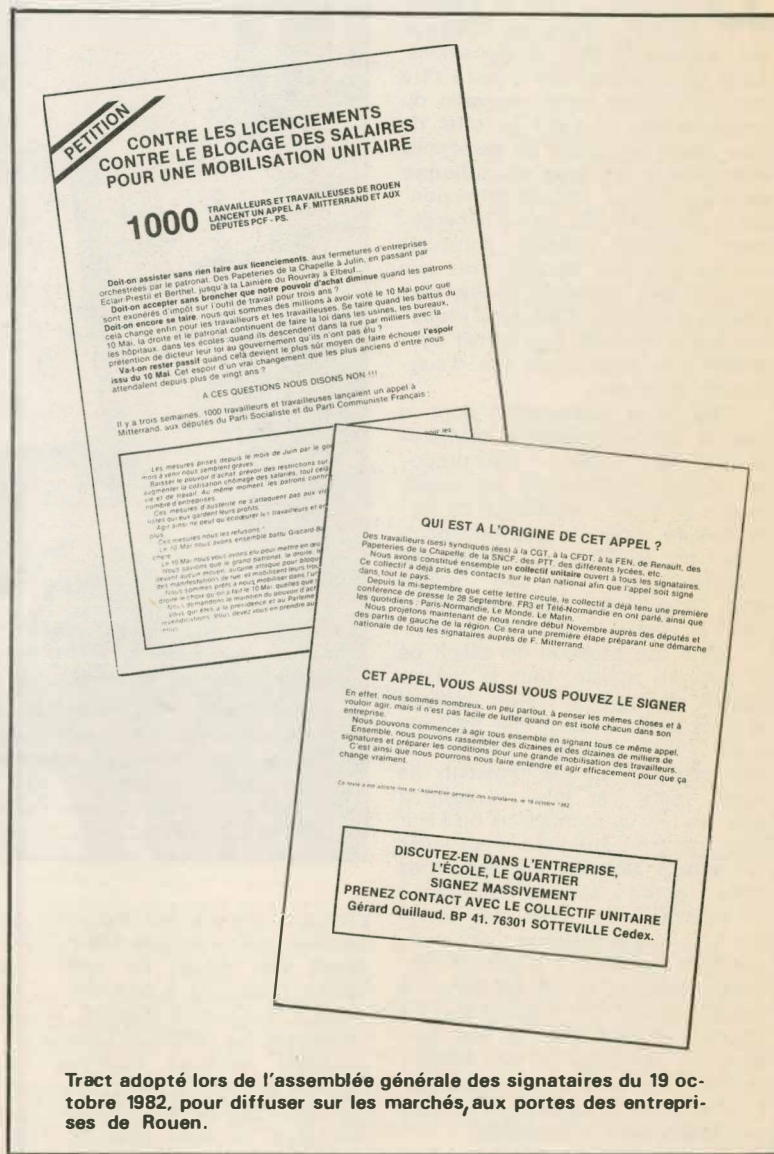
syndicaux licenciés après la grève de 1975 (on peut lire dans *Libération* les articles de l'un d'eux), d'autre part, le climat est tendu face à la direction sur la question des classifications. De fait, les militants ont à peine eu le temps de proposer l'appel que la grève a démarré. (Nous en rendrons compte la semaine prochaine.)

Si on ajoute à cela les 50 signatures recueillies sur la SNCF par un seul camarade, les 80 chez les enseignants (instituteurs et professeurs) où des dirigeants de la tendance Unité et Action de la FEN ont dit être d'accord avec le texte mais ne pas pouvoir signer en raison de leurs responsabilités syndicales... et d'autres entreprises, on arrive aux mille signatures posées sur la table de la conférence de presse.

Pour finir, les signataires ont mis en évidence la réaction patronale face à cette pétition. A Vidéocolor, boîte de la métallurgie, un travailleur qui faisait signer la pétition est convoqué par la direction et menacé de licenciement sous le prétexte qu'il s'agit d'une pétition politique et « qu'elles sont interdites dans l'entreprise ». Les militants présents à la conférence de presse sont bien décidés, avec l'aide des autres signataires, à continuer à faire signer... à la porte de l'entreprise.

Pour ceux qui en doutaient, voilà une preuve de plus que le patronat ne se trompe pas sur le sens que donnent les travailleurs à la lutte contre l'austérité.

Le collectif lyonnais a annoncé qu'il travaille avec le collectif de Rouen à la mise sur pied d'une conférence nationale permettant de regrouper toutes les villes qui ont répondu à leur appel.



Tract adopté lors de l'assemblée générale des signataires du 19 octobre 1982, pour diffuser sur les marchés, aux portes des entreprises de Rouen.

► ALBI-CASTRES

A Castres, Albi, Carmaux, les militants de la LCR ont pris contact avec des camarades avec lesquels ils avaient partagé la bataille « pour l'Union dans les luttes », pour faire connaître l'appel de Rouen sur la région.

Ils l'ont présenté immédiatement à la porte d'entreprises où il était impossible de le faire circuler de l'in-

térieur. Accueil chaleureux. A Sylvanac (Carmaux), 45 travailleurs ont signé sur 120 ayant lu le texte, à Isorel (Labruguières), 144 signatures recueillies sur 260 travailleurs, deux équipes sur les trois que comporte l'entreprise.

Plusieurs centaines de signatures recueillies sur la région, un bon début.

► PAM-FUMEL

« Il faut la bagarre », « le gouvernement déconne à plein tube », « qu'attendent les syndicats ? », « d'accord avec vous, il faut une grande grève unitaire », « il faut frapper fort contre les patrons pour que le gouvernement arrête de reculer », « par la bagarre nous défendons le gouvernement contre lui-même... »

Ce sont là quelques-unes des réflexions qui fusaient autour de la table où des militants de la LCR faisaient signer la pétition à la porte de l'entreprise Pont-à-Mousson à Fumel.

Eux-mêmes, travailleurs de l'entreprise, militants syndicaux, ont été surpris. « Nous avons été débordés, tout le monde se bousculait devant la table. »

Certes, la LCR est une force politique importante, reconnue sur l'entreprise et sur la ville... mais quand même. 400 signatures, OS, employés, travailleurs immigrés, membres du PCF et du PS, conseillers municipaux de ces partis dans les agglomérations voisines, militants CGT, CFDT...

Les responsables du PC et du PS sur l'entreprise n'ont pas signé. Mais à court d'argument, devant l'accueil très favorable des travailleurs de l'entreprise, ils n'avaient comme ressource que leur propre hargne.

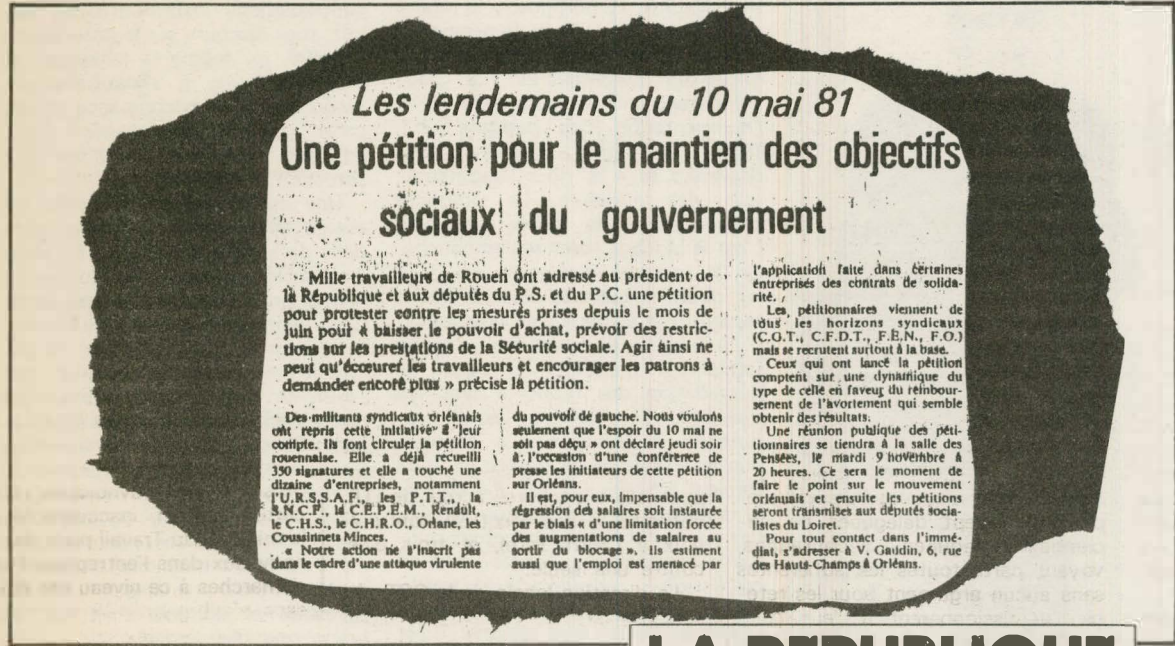
Cela ne pouvait être une réponse...

face à des travailleurs à la recherche de l'action pour faire avancer le changement, face à des membres de leurs partis qui signaient la pétition.

« Je signe parce qu'il faut faire quelque chose contre le blocage des salaires ; mais si nous attaquons trop le gouvernement nous risquons de le faire tomber, nous devons organiser (mais que font les syndicats ?) des actions dures contre les patrons qui sont les véritables responsables », remarquait un travailleur.

Que l'appel de Rouen, repris dans tout le pays, contribue à faire avancer l'action pour le changement, contre la droite, en refusant les mesures d'austérité. C'est la première préoccupation des militants de la LCR. C'est la première préoccupation de dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses dans le pays.

C'est la raison du large écho que rencontre aujourd'hui la lettre à F. Mitterrand, aux députés du PS et du PCF. Cette pétition appartient à tous ceux qui la signent, ils peuvent ensemble lui donner une résonance qui fasse « onde de choc » pour remettre sur ses rails l'espoir du 10 mai. A Pont-à-Mousson-Fumel, ils



LA REPUBLIQUE DU CENTRE

► ORLEANS

Jeudi 21 octobre, des militants syndicaux de plusieurs entreprises d'Orléans ont tenu une première conférence de presse. 350 travailleurs, travailleuses -aux-PTT- à la

SNCF, au CHS, à Renault... certains membres de la CGT, de la CFDT, de la FEN, de FO, ont signé l'appel. Une première réunion des signataires aura lieu mardi 9 novembre, pour faire

le point de l'action, préparer la remise des pétitions aux députés socialistes du Loiret.

La politique de Bérégovoy

Une nouvelle atteinte au droit à la santé

DE toutes les mesures du plan Bérégovoy, c'est le « forfait hôtelier » dans les hôpitaux qui soulève le plus d'oppositions. Tous les syndicats ont à juste titre protesté contre cette trouvaille du gouvernement. Il s'agit en effet de faire payer par toutes les personnes hospitalisées une **taxe quotidienne de vingt francs**, censée correspondre à une partie des frais d'hébergement. Chacun pouvant constater que les prix sont bloqués mais que certains sont beaucoup moins bloqués que d'autres, il est aussi probable que le montant du « forfait hospitalier » ne manquerait pas d'augmenter sous peu.

Face à la protestation dont la plupart des organisations ouvrières se sont fait l'écho — sans proposer aucune mobilisation qui puisse mettre en échec l'application de cette mesure inique, le gouvernement, relayé par le PS et sa « campagne d'explication », est allé puiser dans l'arsenal des arguments traditionnels contre le droit à la santé.

Dans une situation de déficit de la Sécurité sociale, tout le monde devrait participer à l'effort collectif et donc payer de sa poche. Evidemment, il n'est pas venu à l'esprit de nos ministres qu'une ponction de vingt francs par jour représentait pour les uns un sacrifice tel qu'il leur interdirait peut-être l'accès aux soins de l'hôpital, alors que pour les autres cette « petite » somme équivalait à un pourboire. Ils n'ont pas songé non plus que le règlement de l'énorme dette patronale à la Sécurité sociale comblerait en grande partie ce fameux déficit. Non, d'après eux, les hôpitaux coûtent cher, ils sont facteurs de gaspillage et le « forfait » jouera donc un rôle de dissuasion pour les hospitalisations qui ne sont pas absolument nécessaires.

L'instauration du « forfait hôtelier » s'accompagne d'une mesure très importante, que le gouvernement a voulu présenter de manière plus anodine et technique. Un budget global annuel sera mis en place dans chaque hôpital. Jusqu'à présent, les hôpitaux fonctionnaient certes sur la base d'un budget prévisionnel pour l'année, mais le système dit du « prix de journée » et des « budgets supplémentaires » permettaient d'assumer les frais de l'hôpital, même en cas d'augmentation de l'activité.

Avec le nouveau système, beaucoup plus strict, on risque de voir se multiplier les situations de crise financière grave dans les hôpitaux, charge aux directeurs de donner à ce moment le tour de vis nécessaire pour ne pas dépasser le budget alloué.

Pierre Bérégovoy est allé jusqu'à invoquer le développement indispensable de l'hospitalisation à domicile pour alléger le fardeau des établissements hospitaliers publics.

Tous ces arguments, largement repris par la presse (y compris par *le Nouvel Observateur* et *Libération*) ne sont pas très nouveaux. La campagne sur l'hôpital cher, cause d'inflation et véritable machine à gaspiller, date de plusieurs années.

De l'hospice au CHU

L'existence d'un système hospitalier moderne et développé est relativement récente. Jusqu'en 1945, les hôpitaux ou hospices étaient en

Le secteur agricole de la LCR organise,

les 6 et 7 novembre, une rencontre des militants et sympathisants du secteur agricole et para-agricole sur les questions revendicatives à la campagne.

Les personnes intéressées écrivent au journal qui transmettra.



principe réservés aux indigents ne pouvant pas se soigner à leurs frais. Quant aux riches, les soins leur étaient prodigués à domicile ou en clinique, moyennant finances. A cette époque, les médecins connus accordaient quelques matinées aux pauvres de l'hôpital, ce qui leur permettait largement de monnayer leur réputation en ville. Avec le boom économique de l'après-guerre, la bourgeoisie a dû revoir ce qu'elle présentait alors comme une répartition naturelle dans l'exercice du droit à la santé.

Pour parler concrètement, il lui a fallu assurer l'entretien de la main-d'œuvre en constant développement. Un système d'hospitalisation publique a donc été mis sur pied. A quoi correspondait également un développement de plus en plus sophistiqué des techniques médicales. Il est ainsi impossible de pratiquer à domicile des examens, radiologiques ou autres, qui exigent un appareillage très complexe et coûteux, comme par exemple le récent scanner. Et ces investissements, qui se chiffrent en milliards, ne pouvaient pas être pris en charge par les médecins privés dans leurs cliniques.

Ce développement a été symbolisé par la réforme hospitalière de De Gaulle, en 1959, créant les centres hospitaliers universitaires (CHU) et instaurant le travail à plein temps pour les médecins des hôpitaux. En échange, ces derniers conservaient la jouissance d'un secteur privé dans leur service où leurs malades, triés sur le volet par les honoraires dissuasifs des patrons, bénéficiaient ainsi du matériel de pointe et de la qualité d'un personnel payés par l'Etat, c'est-à-dire par les contribuables.

Inégalités et discrimination

Les années 1960 et 1970 ont vu une extension sans précédent du système de l'hospitalisation publique. Celle-ci a donc simplement et partiellement permis que les travailleurs puissent accéder à des soins techniquement corrects. Mais même dans ce domaine, des inégalités considérables sont apparues et demeurent (*). Les ouvriers se font surtout hospitaliser dans des services de médecine générale (20 à 33 %) et de chirurgie générale (50 %). Par contre, les patrons, cadres et professions libérales se font surtout

hospitaliser en médecine et chirurgie spécialisées (62,5 %). Ils y bénéficient des techniques médicales avancées propres à ces services.

L'hospitalisation a donc un contenu différent selon les classes sociales. Pour les plus défavorisés, elle est souvent la réponse à une situation dramatique et angoissante de maladie grave ; pour les privilégiés, l'hôpital représente surtout une concentration de moyens techniques non disponibles dans les cliniques.

Les projets gouvernementaux ne font que renforcer ces inégalités et discriminations en matière d'accès aux soins. Ceux qui ont des ressources confortables continueront à vouloir bénéficier des soins de qualité offerts par les services hospita-

liers spécialisés, y compris en payant un peu. Au contraire, ceux pour qui le fait de devoir se soigner représente déjà une complication de l'existence, une démarche difficile à réaliser (voire à envisager), verront leur exercice du droit à la santé encore plus limité par le barrage financier supplémentaire que dressent les mesures de Bérégovoy.

Le blocage des effectifs

Notre ministre s'en prend aussi au personnel des hôpitaux, dont la rémunération constitue à peu près 70 % des frais des établissements. Le projet du gouvernement s'attache tout spécialement à veiller au contrôle des salaires de ce personnel

après la « sortie » du blocage. De plus, les circulaires ministérielles de cette rentrée insistent avant tout sur « la rigueur en matière de création d'emplois », c'est-à-dire sur le blocage des effectifs. Toute politique hospitalière au service de la qualité des soins et des besoins réels des malades nécessite plus de personnel pour instituer des rapports plus humains à l'hôpital, pour assurer une meilleure information des malades ainsi qu'une prévention sanitaire réelle, alors qu'elle est aujourd'hui pratiquement inexistante. Il faut donc embaucher plus de personnel qui puisse se consacrer pleinement à toutes ces tâches, au lieu de courir d'une perfusion à un pansement.

En ce qui concerne le domaine de la santé mentale, le congrès des psychiatres des hôpitaux publics vient de lancer un appel pour souligner que les réformes promises par Jack Ralite (transformation de la psychiatrie, suppression des asiles) ne sont pas tenues, car « l'intendance ne suit pas ». L'insuffisance de personnel dans les hôpitaux psychiatriques conduit au contraire à des pratiques plus répressives, à une véritable régression de la prise en charge des malades mentaux dont la crise généralisée de la société capitaliste se charge d'augmenter sans cesse le nombre.

Le droit à une santé de qualité pour tous, doit se matérialiser dans le développement d'un nouveau système de santé. Bien sûr, cela est contradictoire avec une politique d'austérité qui rogne toujours davantage les moyens matériels et humains permettant de satisfaire ce droit. Avec les mesures de Bérégovoy, le gouvernement révèle crûment que ses intentions comme sa politique sont à l'opposé de cette exigence capitale pour les travailleurs.

Albert Rochal

(* Tous les renseignements sont tirés de l'excellent livre de la sociologue A. Chauvenet : « Médecines au choix, médecine de classe », paru aux éditions PUF, dans la collection « Politiques ».

Des mesures urgentes



Bérégovoy

LE problème des budgets est évidemment la question clé que connaissent actuellement les hôpitaux. P. Bérégovoy le répète sur tous les tons : la seule perspective est celle de la réduction des dépenses hospitalières. Le gouvernement entend ramener à 13 % l'augmentation des budgets en 1983 : 9 % pour l'évolution des dépenses et 4 % pour l'augmentation des activités. La première conséquence de cette politique, c'est le blocage total de l'embauche. Or, le manque d'effectifs est sans nul doute l'aspect le plus durement ressenti par le personnel hospitalier.

La pénurie de personnel entraîne fatalement pénibilité du travail et dégradation des rapports avec les malades. Les chiffres sont éloquents : P. Bérégovoy a annoncé que les créations de postes en 1983 seraient limitées à 3 000. Par contre, le recensement des postes demandés par les comités techniques paritaires hospitaliers — organismes de cogestion administration-syndicats — aboutit à fixer les besoins à 60 000 postes au plan national. C'est également le chiffre avancé par la fédération CFDT. La CGT, pour sa part, demandait la création de 100 000 postes. La Fédération hospitalière de France — qui regroupe tous les gestionnaires des hôpitaux — demande même 15 000 postes par an pendant cinq ans.

Dans la mesure où les salaires du

personnel constituent de loin la majeure partie des dépenses hospitalières — 70 % à 80 % —, il y a là des contradictions insurmontables. Dès lors, tout discours sur le gaspillage à l'hôpital, ou même la nécessité de moins recourir à l'hospitalisation, prend un air de circonstance et apparaît comme la couverture d'une politique d'austérité qui n'ose dire son nom.

Une autre voie existe : celle qui assure avant tout l'accès aux soins dans de bonnes conditions. En effet, il ne suffit pas de liquider toutes les restrictions passées et actuelles. C'est l'ensemble du système de santé qui est à transformer par sa socialisation. Cela commence par l'exercice d'un certain nombre de droits élémentaires pour les hospitalisés. Comme celui de connaître leur traitement, leur dossier médical ou même de pouvoir se réunir. Cela passe aussi par la conquête de droits d'intervention collective pour les travailleurs hospitaliers actuellement soumis à une double hiérarchie médicale et administrative qui les brime quotidiennement.

C'est alors que l'hôpital pourra cesser d'être une grande machine parfois inefficace et toujours angoissante pour devenir un réel lieu de soin, et aussi de recherche, de prévention et d'éducation sanitaire.

A. R.

PARIS LE 23 OCTOBRE

15 000 pour le droit à l'avortement

• Des mobilisations aussi dans de nombreuses villes

IL y avait 15 000 personnes environ derrière la banderole unitaire : « Avortement, un droit pour toutes. Remboursement par la Sécurité sociale. »

La manifestation du 23 octobre à Paris a donc été un vrai succès, tant par le nombre des participantes et participants que par sa combativité. Cela en dépit de la confusion qui a régné deux jours avant quant au maintien de la manifestation, confusion entretenue par les médias, après le communiqué de Maignon annonçant le dépôt d'un projet de loi sur le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale avant la fin de cette session parlementaire.

Dynamique par ses slogans et ses chansons, entrecoupé de banderoles colorées, parsemé de ballons et de pancartes, c'est un cortège marqué par la présence de nombreuses femmes qui a parcouru les rues de Paris de Montparnasse à la Concorde.

Si « Avortement remboursé, c'est gagné, mais pas encore voté » marquait la victoire, ce slogan soulignait aussi qu'après les tergiversations du gouvernement, la plus sûre garantie reste la mobilisation et la vigilance jusqu'à ce que le projet soit voté et le remboursement inscrit au code de la Sécurité sociale. Un autre slogan signifiait au gouvernement l'opposition des manifestantes et manifestants à la formule de financement proposée : « Sécurité sociale, oui. Un budget spécial, non. »

Ouvrant la marche, les femmes étaient nombreuses et déterminées derrière la banderole des « groupes femmes et des collectifs du Mouvement de libération des femmes. » « Assez de promesses et revirements, les femmes exigent le droit total à l'avortement », mais aussi des chansons improvisées qui mettaient Bérégovoy sur la sellette.

« Mais v'là qu'Bérégovoy s'y met, plus de remboursement, l'avortement c'est trop gênant. Alors les femmes s'en sont mêlées, et puis, dernier revirement, on obtient le remboursement. »

Une première victoire

Venait ensuite le cortège du Planning familial avec de nombreuses délégations des villes, qui insistait sur la lutte pour la dépénalisation de l'avortement. Les collectifs unitaires

venus à la capitale depuis différentes villes de province, Nantes, Besançon, Rouen, Bordeaux, Grenoble, Bayonne, Strasbourg, Caen, pour ne citer que celles-là, donnaient le caractère national de la mobilisation.

Dans le cortège de la CFDT, parmi les banderoles des sections on pouvait noter une présence importante des secteurs de la santé. Malgré le refus de leurs directions de participer à la manifestation, la présence de quelques banderoles de la FEN (de l'Oise, des sections du SNPES et l'École émancipée) et d'une banderole unitaire CGT-CFDT de l'INSEE était également remarquée.

Les organisations politiques qui soutenaient la manifestation fermaient la marche avec l'UTCL, le PSU, Lutte ouvrière, les JCR et le cortège de la LCR incontestablement le plus nombreux. Le PCI brillait par son absence.

A signaler, un petit incident mineur qui n'a pas empêché la bonne tenue de la manifestation. Le « MLF » déposé, ne craignant pas le ridicule, a voulu se placer en tête de manifestation avec une cinquantaine de militantes alors même qu'elles n'avaient pas appelé à la manifestation et n'avaient participé à aucune réunion unitaire.

Cette manifestation fut donc un succès, par le nombre, par sa combativité mais aussi par son contenu politique. Alors que plusieurs slogans et chansons prenaient à partie la hiérarchie catholique, l'Ordre des médecins et Laissez-les vivre, d'autres indiquaient très clairement la nécessité de rester mobilisés. Les mots d'ordre, largement repris dans tous les cortèges, réclamant l'avortement libre et gratuit, montraient la volonté de toutes et tous de poursuivre la lutte pour la reconnaissance réelle du droit à l'avortement pour toutes les femmes. « Pour la gauche les femmes ont voté. Aux élus de ne pas les oublier » signifiait au gouvernement, au PC et au PS, que liés au vote des travailleuses et des travailleurs, ils ne pouvaient pas impunément faire une autre politique que celle pour laquelle ils ont été élus.

Et si les organisations appelantes ont pris acte des déclarations du gouvernement et les ont jugées positives, dans un communiqué commun fait à la fin de la manifestation, elles soulignent : « C'est sous la pression

femmes à se réunir le lendemain, dimanche 24. Le but de cette réunion : faire le point sur les luttes et leur continuation, l'avortement, mais aussi le droit au travail des femmes, le viol. Il s'agissait également de commencer à préparer le 8 Mars 1983. L'après-midi était prévue une discussion sur : « Où en est le Mouvement des femmes, et quelles perspectives ? »



Paris le 23 octobre

des femmes que cette décision a été prise et c'est une victoire. Maintenant, elles exigent la mise en place rapide de ces promesses et agiront pour que les structures pu-

bliques aient les moyens de répondre aux demandes des femmes. Elles continueront la lutte pour la disparition totale de toute répression en ce qui concerne la libre dis-

position de leur corps. L'avortement, reconnu comme un droit, doit disparaître du Code pénal dont l'article 317 doit être abrogé. »

Sonia Folloni

L'IVG DOIT ETRE REMBOURSEE
COMME TOUT AUTRE ACTE MEDICAL

MERCREDI 20 octobre, deux jours avant la date prévue pour la grande manifestation unitaire en faveur du remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale, l'Hôtel Maignon publiait un communiqué laconique annonçant un projet de loi prévoyant le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale. Ce projet de loi « sera déposé avant la fin de la session parlementaire en cours ». Il « comportera les dispositions suivantes : les établissements pratiquant l'IVG seront remboursés par les caisses de Sécurité sociale. Un ticket modérateur restant à la charge des intéressées ». Et Libération de titrer en « une » jeudi matin : « L'IVG sera remboursée par la Sécu » et de commenter : « Pierre Bérégovoy a perdu : l'IVG sera bel et bien remboursée par la Sécurité sociale. »

On comprend, dès lors, la confusion qui régnait jeudi dans l'esprit de la plupart des femmes, de toutes celles et de tous ceux qui avaient décidé de manifester. On avait gagné ! Pourquoi, dans ces conditions, maintenir la manifestation ?

Une telle réaction, très compréhensible, repose en fait sur l'ignorance et la naïveté, sur lesquelles justement le gouvernement a essayé de jouer habilement pour « désamorcer » la mobilisation qui s'annonçait. En effet, la lecture complète du communiqué officiel nous apprend que « l'Etat assurera le financement de cette mesure en procédant à des versements globaux aux régimes de Sécurité sociale ». Le Monde de jeudi soir fut le seul quotidien à annoncer cette dernière disposition et à souligner les implications d'un tel « budget spécial » : « Il comporte toutefois des inconvénients, no-

tamment de devoir être rediscuté chaque année par le Parlement. » C'est ce que contestaient dès jeudi, dans leurs communiqués, les principales organisations et associations qui avaient appelé à la manifestation du 23. Ainsi, le Planning familial et l'URP CFDT, tout en se félicitant des mesures annoncées, faisaient remarquer qu'« affecter des fonds d'Etat à ce remboursement ne doit être qu'une mesure provisoire. Ce remboursement doit être intégré au budget de la Sécurité sociale et l'IVG doit être codifiée comme un acte médical ».

Du même, la Coordination des groupes femmes et le MLAC, tout en analysant cette décision comme « une victoire due à la mobilisation des femmes », contestent « le mode de financement par la loi de finances rediscutée tous les ans et demandent que l'IVG soit totalement prise en charge par la Sécurité sociale ».

A tous points de vue, ce financement « exceptionnel » par l'Etat du remboursement de l'avortement est très dangereux. Il peut d'abord être remis en cause chaque année, en fonction des décisions budgétaires annuelles dictées par les choix de politique économique. Dans une période où le gouvernement prêche l'austérité et la rigueur (cf. les dernières déclarations de J. Delors), pourquoi celui-ci ne déciderait-il pas de supprimer les fonds spéciaux affectés au remboursement de l'avortement ? C'est ce qui se passe aux USA depuis plusieurs années. Sans aller jusque-là, d'autres « aménagements » seraient possibles encore. On pourrait, par exemple, décider de ne plus rembourser qu'à 50 %, ou de ne rembourser que 150 000 avortements sur les 250 000 qui sont réalisés chaque

année. Un tel mode de financement laisse la porte ouverte à l'arbitraire gouvernemental. Mais au-delà aussi, c'est une atteinte au fonctionnement et au principe de la Sécurité sociale. C'est un précédent dangereux. Si l'on décide aujourd'hui que l'avortement sera remboursé par un budget séparé, pourquoi pas demain les accidents de la route ?

Nous disons non à une telle logique et nous réaffirmons : l'avortement ne doit entraîner ni culpabilisation, ni humiliation. Ce doit être un acte médical comme un autre. Il doit être remboursé par le budget normal de la Sécurité sociale. Que l'on ne nous dise pas que cela est trop tard pour cette année. Que le Parlement fasse passer en urgence le projet de loi décidant que l'avortement est maintenant remboursé par la Sécurité sociale et que le Parlement vote un additif au budget normal de la Sécurité sociale !

Seule une telle décision, claire et définitive, répondrait à la demande exprimée par les femmes.

Par ailleurs, le gouvernement montrerait ainsi à la droite qu'elle n'a plus aucune concession à attendre de lui et que son chantage est vain. De même que la menace brandie par « le Cartel de groupements et personnes pour le respect de la vie », soutenu par l'assemblée des évêques français de « réduire leur quote-part à l'impôt sur le revenu » pour ne pas contribuer à ce qu'ils considèrent être « le meurtre d'innocents ».

Nous ne voulons plus de recul. C'est pourquoi la mobilisation doit se poursuivre jusqu'à ce que l'avortement soit effectivement considéré comme un acte médical comme un autre. Ni plus, ni moins.

Claire Bataille

ASSEMBLEE GENERALE
DE TOUTES
LES FEMMESA l'appel de la Coordination
des groupes femmes

Le long de la manifestation, des militantes distribuaient un tract appelant les



le début du cortège de la LCR

Première victoire contre la répression : les peines des deux otages des généraux sont réduites

C'EST une incontestable première victoire qui vient d'être arrachée sur le front de la répression par le développement de la solidarité de masse avec Tronet et Struillou, deux soldats, animateurs du collectif de campagne et pris à ce titre en otage par la hiérarchie militaire au lendemain de la conférence de presse du 25 septembre. L'un et l'autre voient leur peine réduite dans des proportions appréciables : Tronet voit s'éloigner la menace de 40 jours d'arrêts pour sa participation en tenue à la conférence de presse du collectif ; Struillou, quant à lui, se voit sanctionné de 15 jours d'arrêts au lieu des 40 posés pour le même motif. Autrement dit, Yves Struillou sera au bout du compte le seul soldat directement sanctionné pour sa participation à l'initiative de rentrée du collectif.

Voilà qui confirme, s'il en était besoin, les hésitations et l'embarras du ministre et des généraux face à la relance de la campagne de masse pour les six mois et les droits démocratiques ; selon le collectif, un millier de nouvelles signatures ont en effet été recueillies au bas de la pétition depuis le 25 septembre. De quoi faire réfléchir à deux fois ceux qui espéraient un essoufflement de l'activité pétitionnaire. Il s'est même trouvé dans une unité des cadres qui, confrontés « au poids des choses », ont dû renoncer à combattre la pétition sur le fond sur le thème : « signez à la rigueur, mais au moins faites-le en civil... ».

Certes, les développements de la campagne dans les unités sont bien la meilleure protection que puissent se donner les soldats.

Pour soutenir l'activité du collectif
• ECRIVEZ A : François Castaing, 28, rue de la Gaîté 75014 Paris.
• SOUTIEN FINANCIER : à l'ordre de Romain Treppoz.
• INFORMEZ-VOUS en appelant le bulletin d'information téléphonique du collectif au (1) 772 71 10.

Mais la solidarité à l'extérieur, celle des civils, a joué dans le cas de Tronet et de Struillou un rôle déterminant. La multiplication des prises de position, publiques ou non, des élus socialistes interpellés par les comités unitaires de soutien, les prises de position émanant des instances locales des grandes organisations ouvrières et démocratiques ont contraint la presse à rompre le mur du silence autour de ces cas de répression.

A Saint-Brieuc, plus de 2 000 signatures contre la répression : un exemple !

La couverture par « La Marseillaise », « le Provençal », « le Matin » et « Libération » de la conférence de presse unitaire de Marseille à l'occasion de la visite de Mitterrand à Canjuers, le suivi de la campagne de solidarité à Saint-Brieuc par « Ouest-France » et « le Télégramme » et, pour finir, les quelques minutes d'antenne consacrées aux activités de soutien par FR3 Provence et FR3 Bretagne, ont contribué à faire connaître ce scandale ; une publicité que l'on apprécie d'ailleurs fort peu dans les états-majors.

Mais l'élément sans aucun doute le plus déterminant fut le caractère de masse de la campagne à Saint-Brieuc en particulier, où une pétition unitaire soutenue par la FEN, FO, le PSU, l'UDB, la LCR et les JCR a recueilli plus de 2 000 signatures en l'espace de 15 jours. La preuve est ainsi faite que ces campagnes de masse locales sont tout à la fois possibles et terriblement efficaces. Il faudra s'en souvenir, à l'occasion, si nous sommes à nouveau confrontés à des cas similaires de répression militaire.

Journée d'action et de solidarité le 12 novembre

Ce jour-là, l'Assemblée nationale sera saisie du projet de budget militaire pour 1983. Le col-

- Philippe Tronet, au 8^e RA à Commercy, de 80 à 40 jours d'arrêts.
- Yves Struillou, au 60^e RA à Canjuers, de 80 à 55 jours d'arrêts.
- Le collectif annonce mille nouvelles signatures depuis le 25 oct.



Signature de la pétition à la gare de l'Est

lectif de campagne des soldats avait, dès la conférence de presse du 25 septembre, appelé l'ensemble des organisations ouvrières et démocratiques à soutenir, à cette occasion, les revendications les plus urgentes des soldats. Il s'agit donc, partout où c'est possible, d'organiser des délégations massives auprès des autorités publiques pour manifester notre volonté de voir satisfaites les exigences des soldats, notamment en ce qui concerne la réduction du service militaire pour tous et l'obtention des droits démocratiques.

Ce doit être aussi l'occasion d'exiger la levée de toutes les sanctions prises à l'encontre des soldats qui se battent pour leurs droits, car la hiérarchie, contrainte de reculer partiellement sur les cas de Struillou et Tronet, qui reste cependant encore sous le

coup d'autres motifs, va tenter d'autres mesures de répression et d'intimidation. Ainsi, à l'heure où sont écrites ces lignes, le collectif annonce la mise au secret depuis 24 heures de Jean-Paul Savary, originaire de Caen, au 3^e régiment de chasseurs à Fontevreau. Il serait « accusé » d'avoir fait signer la pétition autour de lui. Alors, oui, vigilance et solidarité sont bien les deux mots clefs pour la préparation efficace du 12 novembre prochain. Les JCR et la LCR y veilleront.

Jean-Louis Michel

UN ELU SOCIALISTE DE PLUS EN FAVEUR DES SIX MOIS.

C'est au tour de Christian Laurisergues, député socialiste du Lot-et-Garonne, questeur de l'Assemblée, de prendre position en faveur des six mois, contre le projet ébauché par Pierre Mauroy le mois dernier devant l'Institut des hautes études de défense nationale.

Christian Laurisergues « s'étonne d'abord qu'un calendrier ne

soit pas établi pour programmer la réduction progressive de la durée du service militaire ». Mais il va plus loin, en s'inquiétant de ce qui paraît être une évidence, à savoir que si le service à la carte de six à dix-huit mois est instauré, « les recrues les plus défavorisées paraissent appelées, pour des raisons économiques, à faire les temps de service les plus longs ».

Université : les vieilles recettes de Savary

LA réforme de Savary vient donc d'être publiée. Ce n'est à ce jour qu'un projet destiné à remplacer la loi d'orientation d'E. Faure, votée à l'unanimité de l'Assemblée nationale, au lendemain de Mai 68, sous le coup de la grève générale.

Après bien des tergiversations, des négociations, Savary s'est décidé à rendre public son projet. Une nouvelle « concertation » s'engage avec les organisations syndicales et les diverses « autorités » de l'université. Elle devra aboutir, début décembre, à un projet définitif qui sera discuté au Parlement en mai 1983.

De la loi d'orientation... à la loi d'orientation

« Cette loi détermine les principes fondamentaux de l'enseignement supérieur. Elle devra donc être complétée par d'importants textes réglementaires. Elle demeure fidèle aux trois principes de la pluridisciplinarité, de l'autonomie et de la participation (...) » Voici les premières phrases du projet de loi. Continuité et généralité pourrait-on dire. Savary annonce la couleur : il

abroge formellement la loi d'orientation pour mieux la réécrire. Il n'entend pas rompre avec la politique passée, avec le cadre mis en place par E. Faure qui voulait répondre aux impératifs du capitalisme des années 60, tout en tentant de museler le mouvement étudiant de Mai 68.

La logique du ministre de l'Éducation nationale est simple : répondre aux impératifs du capitalisme en crise des années 80, tout en tentant de composer avec le mouvement étudiant. D'où la large place accordée à la participation dans le projet, et la grande nouveauté : la professionnalisation. La loi d'orientation est morte... Vive la loi d'orientation !

La professionnalisation

Pourquoi la professionnalisation ? Parce que Savary pense que l'université ne répond pas « aux besoins de formation supérieure exprimés par le pays », parce qu'elle ne permet pas aux jeunes de trouver un emploi, comme si elle était responsable du chômage.

Le projet de réforme précise donc l'un des deux objectifs : satisfaire « à l'instauration du plein emploi et à l'essor économique de la nation en

lui fournissant les cadres dont elle a besoin (...) » de même que « le service public des enseignements supérieurs répond aux besoins individuels et collectifs en matière de formation générale et professionnelle, (...) »

La formation générale doit laisser place à la formation professionnelle. La division capitaliste du travail rentre à tous les niveaux de l'enseignement supérieur puisque :

— « Le premier cycle doit permettre l'orientation de l'étudiant par l'évaluation de ses propres capacités et par la connaissance des milieux professionnels. »

— « Le deuxième cycle met l'accent sur l'acquisition d'un savoir lié à des débouchés professionnels sans exclure les formations fondamentales ou culturelles. »

L'université doit donc répondre aux impératifs de l'emploi, c'est-à-dire former des cadres aux services des patrons. Savary prend cette exigence au sérieux. La formation professionnelle sera bien traitée, notamment dans le second cycle « où elle sera réservée aux étudiants qui remplissent les conditions d'accès fixées par le règlement de la formation (...) et peut dépendre du succès à un concours ».

Un barrage sera mis en place entre le 1^{er} et le 2^e cycle, pour éliminer tous ceux qui ne s'orientent pas dans la bonne direction des filières rentables auxquelles les patrons procurent un emploi.

Voilà la vieille recette que Savary veut faire passer pour le changement à l'université. C'est le contraire de ce que veulent les étudiants, eux qui, dans leur grande majorité, ont censuré la politique de Giscard et Saunier le 10 mai 1981.

L'UNEF-ID amende

Face à cette réforme, reprise d'une loi et de réformes rejetées massivement par le mouvement étudiant, la majorité de l'UNEF-ID répond par un cri de victoire : « La loi d'orientation est abrogée. »

Pour le reste, aux étudiants de juger. Elle met en avant ce qui aurait été obtenu et ce qui reste à obtenir, intervenant auprès du ministère pour lui faire quelques propositions d'amendements. La majorité de l'UNEF-ID ne se prononce pas sur la réforme : est-ce oui ou non le changement à l'université ?

Philippe Andréa

L'UNEF : RENOUVEAU ET PAS DEMOCRATIE

La direction de l'UNEF-renouveau, fidèle à ses traditions antidémocratiques, vient de faire, une nouvelle fois, le ménage.

Une tendance d'opposition était née dans l'UNEF-Re, au lendemain des événements de Pologne du 13 décembre 1981, quand la direction avait aligné sa position sur celle de la CGT et du PCF. Les militants de cette tendance, souvent proches du courant Fiszbis, avaient refusé de couvrir cette attitude honteuse. Ils avaient décidé de se battre dans l'UNEF-Re pour un fonctionnement démocratique, contre le refus de l'unité à l'université et pour la réunification des deux UNEF. D'où le nom de la tendance : Solidarité, Indépendance, Démocratie, Unité.

En cette rentrée, alors que le débat s'engage sur la réforme des universités, la direction de l'UNEF-Re a décidé de ne pas leur renouveler leur carte, pour éviter sans doute que puisse s'exprimer une quelconque opposition.

Exclus de fait, ces militants ont décidé de rejoindre l'UNEF-ID.

Grèce : la leçon des municipales

Il y a un an, presque jour pour jour, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) balayait la droite en Grèce. Avec 48 % des voix, il raflait la majorité absolue au Parlement. On a largement évoqué, à l'époque, les analogies avec la situation française, où, cinq mois auparavant, François Mitterrand avait battu Giscard d'Estaing. « La France à l'Ouest, la Grèce à l'Est », avait d'ailleurs été l'un des principaux arguments électoraux du PASOK.

Et il est vrai que les deux situations présentent des points communs. En Grèce, comme cela avait été le cas en France, la victoire des socialistes traduisait un rejet massif d'une droite discréditée et haïe.

A travers leurs votes, des millions de travailleurs attendaient d'Andreas Papandreou la liquidation des structures sociales archaïques, l'abolition d'une législation réactionnaire qui consacre la puissance de la droite et de la hiérarchie orthodoxe, la fin du pillage des ressources du pays par le capital étranger et de la surexploitation telle qu'elle se manifeste par des salaires inférieurs de 30 % au reste de la CEE, etc. Pourtant — et c'est la seconde caractéristique commune avec notre pays — les promesses ont été bien vite oubliées au profit d'un plaidoyer en faveur de la rigueur, de l'effort face à la crise internationale et d'un compromis avec la classe dominante. Le programme du PASOK prévoyait la nationalisation d'un certain nombre de groupes industriels, une relance de l'économie, une importante réforme fiscale. Ces mesures n'ont jamais vu le jour. Pour se concilier une armée particulièrement hostile, on a fait de la défense une priorité absolue et les dépenses militaires se sont considérablement accrues. Il n'est plus question de sortir de l'OTAN. L'Eglise, quant à elle, a maintenu son pouvoir, les socialistes évitant de l'attaquer, sauf sur des points secondaires.

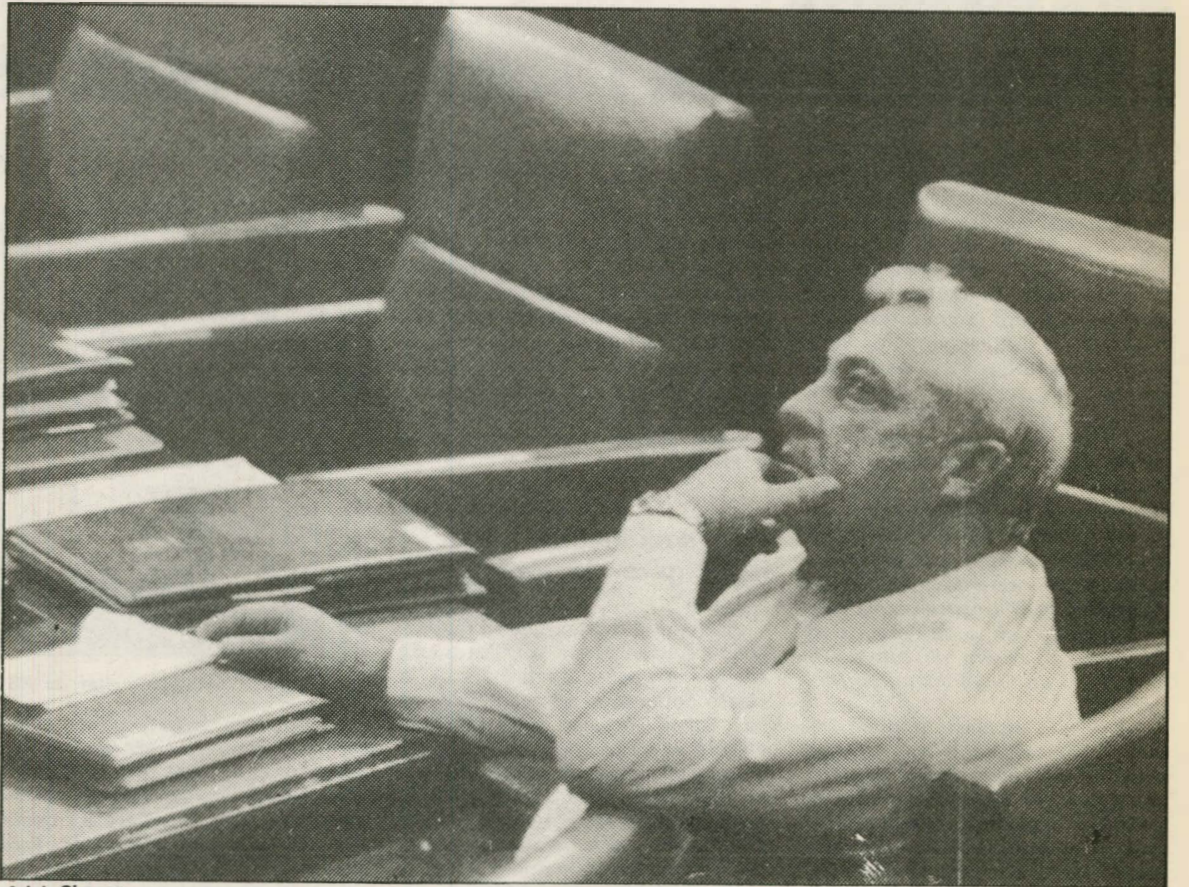
CETTE situation a alimenté un profond mécontentement. Des grèves ont éclaté chez les employés de banque, les agents des services publics, les typographes, les boulangers. Des dissensions se sont manifestées au sein du PASOK et ont notamment abouti à la démission d'un ministre, Stathis Panagoulis. Ce dernier, fort lucidement, constate : « Le fait est que le peuple grec, en votant massivement pour le PASOK (...) s'est prononcé pour la réalisation de grandes mesures sociales et politiques et que douze mois après, il n'a pas vu grand-chose se concrétiser. »

Les élections municipales des 17 et 24 octobre ont de ce point de vue agi comme un révélateur. Les forces ouvrières ont remporté haut la main cette consultation et la droite n'a pu conserver ses bastions les plus solides tels Corinthe dans le Péloponèse, Ioannina en Epire ou Romyonon en Crète. Mais le PASOK a perdu environ 10 % de son électorat. A l'inverse, le Parti communiste (KKE, dit de l'« extérieur ») progresse notablement et gagne six points par rapport à octobre 1981. Tout en se réclamant de la « nouvelle majorité », il a su profiter du refus de Papandreou de l'associer au pouvoir et apparaître comme le parti le plus à gauche. Cela lui a permis de gagner du terrain dans la plupart des banlieues ouvrières, à commencer par celles d'Athènes, du Pirée, de Salonique, et de conquérir plusieurs mairies importantes. Dans la capitale, il est ainsi passé au premier tour de 12 à 19 % des suffrages. S'appuyant sur ce succès, il ne fait aucun doute que le KKE va multiplier les pressions en vue de parvenir à un accord de gouvernement avec les socialistes. Harilaos Florakis, son secrétaire général, ne l'a d'ailleurs pas caché : « Ces élections comportent un message politique clair : le changement passe par le Parti communiste. »

UNE double leçon se dégage de ce scrutin. D'abord, plus personne ne pourra se prévaloir du risque d'une évolution à droite de la population pour justifier la « modération » actuelle du pouvoir. Les Grecs viennent de confirmer spectaculairement leur précédent verdict, en donnant, de nouveau, une très large majorité absolue au PASOK et au KKE. En même temps, ils ont donné un très net avertissement à l'équipe au pouvoir. La désaffection qui frappe les socialistes, la progression du parti qui menait campagne pour un « véritable changement » prennent le sens d'une exigence : celle du respect du mandat confié à Papandreou pour satisfaire les exigences populaires contre les magnats de la finance et de l'industrie. Cette nouvelle situation risque d'accélérer les différenciations au sein du PASOK. En tout état de cause, il sera de plus en plus difficile au Premier ministre de répondre, comme il l'a fait jusqu'à présent, par le mépris et la brutalité aux luttes ouvrières. Une chose est certaine, ces événements ont une portée qui dépasse largement la Grèce. Ceux qui, en France ou en Espagne par exemple, arrivent au pouvoir en s'appuyant sur la force des aspirations des masses pour mieux abandonner les promesses une fois la victoire acquise, devraient en tirer des enseignements précieux.

Christian Picquet

MOYEN-ORIENT



Ariel Sharon

SHARON : AVEUX OBLIGES ET COUPS DE PATTE

A PRES l'assassinat de Bechir Gemayel, l'entrée de Tsahal à Beyrouth-Ouest était inévitable si nous ne voulions pas compromettre les acquis de l'offensive. (...) Le principe d'une pénétration parallèle de 100 à 200 hommes des Forces libanaises dans certains secteurs précis a été acquis par le gouvernement de M. Begin, mais c'est moi seul qui ai donné mon accord en ce qui concerne Sabra et Chatila. Les informations et témoignages recueillis par la presse israélienne et internationale étaient trop nombreux, trop précis : Ariel Sharon a dû avouer devant la commission d'enquête du juge Kahane qu'il était responsable de la décision de faire entrer les milices chrétiennes dans les camps martyrs de la banlieue de Beyrouth. Qu'il dise s'être rendu dans la capitale libanaise dès qu'il eut connaissance de l'ampleur des massacres et prétende avoir « négocié pied à pied toute la nuit avec les forces libanaises » pour que celles-ci amorcent leur retrait le samedi 18 septembre au petit matin n'atténue en rien sa responsabilité. La « négociation pied à pied » une nuit durant est d'ailleurs bien peu crédible, s'agissant de ce partisan des méthodes les plus expéditives, et alors que d'importants contingents israéliens étaient massés aux portes mêmes des camps...

L'aveu obligé de Sharon est d'abord une opération de politique intérieure israélienne. En endossant la responsabilité de l'entrée des tueurs chrétiens dans Sabra et Chatila, le ministre de la Défense tente de disculper Begin et le reste de son cabinet. Mais il ne le fait que du bout des lèvres, rappelant au passage qu'il y avait accord de l'ensemble du gouvernement sur le principe d'une décision de ce genre. Cela suffira-t-il à sauver la coalition au pouvoir lorsque la commission d'enquête aura achevé ses travaux ?

Méfiance croissante vis-à-vis de Gemayel

Le reste de ses déclarations est révélateur de quelques-uns des objectifs actuellement poursuivis au Liban par les Israéliens. Il n'a pas été avare de détails pour écarter toute responsabilité de son allié-vassal, le major Haddad, chef de l'« armée du Liban libre ». Cela est en contradiction totale avec la plupart des témoignages qui ont relevé la partici-

pation au massacre de forces de ce collaborateur servile de l'Etat sioniste. Il a par contre désigné nommément les phalangistes des Forces libanaises comme l'exécutant de ses basses œuvres. Et, avec une perfidie consommée, il en a loué la structuration et le degré de centralisation... ce qui revient à impliquer directement Amine Gemayel dans la tuerie ! C'est une preuve supplémentaire de la méfiance qu'inspire désormais aux dirigeants sionistes la politique suivie par le nouveau président libanais, du type de pressions qu'ils continuent à exercer pour que soit signé un traité de paix séparé entre Beyrouth et Jérusalem et, dans ce contexte, du rôle plus important qu'ils espèrent faire jouer à leur homme de paille, Haddad.

La méfiance croissante du gouvernement Begin vis-à-vis d'Amine Gemayel est évidemment liée à l'insistance avec laquelle celui-ci réclame le départ des troupes étrangères du Liban, donc à des divergences quant aux conditions et aux modalités de retrait de l'armée israélienne. Mais, plus globalement, elle découle de l'opposition des actuels dirigeants israéliens au contenu des projets de « stabilisation » régionale avancés par l'impérialisme américain. Projets à la réalisation desquels Amine Gemayel entend participer activement. N'attribuent-ils pas au Liban « pacifié » et « reconstruit » un rôle de tête de pont propre à satisfaire l'ensemble de la bourgeoisie libanaise, chrétienne et musulmane ?

Le premier voyage à l'étranger de Gemayel depuis son élection s'est inscrit de bout en bout dans cette perspective. Aux Nations unies, à Washington, à Paris et à Rome, il est allé plaider la « souveraineté, l'unité et l'intégrité territoriale du Liban ». Mais il a également multiplié les appels aux puissances impérialistes afin qu'elles s'engagent dans un vaste plan de reconstruction du Liban, de son Etat et de son armée lui permettant de jouer un rôle « actif » dans la région. Il a souligné à chaque fois que la préservation de l'« identité arabe » de son pays était une condition nécessaire pour jouer ce rôle et que la stabilisation régionale passait par un « Liban fort » et le droit des Palestiniens à pouvoir « vivre libres et en paix sur leur terre, la Palestine ». Inutile de souligner l'hypocrisie totale du dernier point, alors qu'au même moment il approuve un plan visant à faire fuir du Liban, par la répression et la terreur,

plusieurs centaines de milliers de Palestiniens réfugiés.

Le bilan ne pouvait être que fructueux : les Etats-Unis se sont engagés à participer massivement à la reconstruction du pays, dont le coût est d'ores et déjà évalué à 15 millions de dollars. Ils seront les maîtres d'œuvre d'un vaste plan multinational au financement duquel participera l'Arabie Saoudite et ils vont équiper et entraîner l'armée dont les effectifs doivent rapidement atteindre 70 000 hommes. Déjà, plusieurs dizaines d'experts du Pentagone ont été dépêchés à Beyrouth... En attendant, la « force multinationale » sera maintenue sur place et renforcée, ce à quoi le gouvernement français a donné son accord de principe.

Ces fruits que d'autres cueillent...

Fort de l'appui sans réserve des capitales occidentales, assuré d'une aide économique, technique et surtout militaire considérable, Gemayel est en mesure de conforter encore sa position au plan intérieur. Sa rencontre à Paris avec le dirigeant du Mouvement national libanais, Walid Joumbatt, a ouvert la voie au ralliement de ce dernier, ce qui implique l'éclatement des « progressistes » libanais. Cette évolution de Joumbatt et de la formation politique bourgeoise dont il est le chef n'est pas inattendue. Elle n'en est pas moins une nouvelle illustration d'une défaite dont l'ampleur et les implications régionales et internationales sont trop souvent sous-estimées.

De Washington à Beyrouth, de Rabat à Ryad, l'impérialisme, les bourgeoisies arabes, la droite libanaise — chrétienne et musulmane — continuent de recueillir les fruits de l'offensive israélienne et de la victoire militaire sur la résistance palestinienne et ses alliés libanais. Les crocs-en-jambe de Sharon à Gemayel, ses critiques de la politique américaine — réitérées au cours de sa déposition — traduisent le fait qu'il n'a pu, à cette occasion, imposer les objectifs qui étaient propres au gouvernement Begin. Pour les puissances impérialistes, dont le poids et la présence dans la région sont considérablement renforcés, c'est là, désormais, un problème secondaire. Les aveux de Sharon ne sont-ils pas ceux d'un ministre à la position chancelante au sein d'un gouvernement affaibli ?

Jean-Pierre Beauvais

ETAT ESPAGNOL

Les socialistes face à leur succès

A l'heure où ces lignes sont écrites, les résultats des élections générales en Espagne n'étaient pas encore connus. La victoire du Parti socialiste ouvrier (PSOE) paraissait néanmoins ne plus faire de doute. Le dernier sondage publié par *Diario 16* accordait à ce parti 42,9 % des intentions de vote, soit une majorité absolue de 217 sièges aux Cortes. Plus encore que des enquêtes d'opinion peu fiables, c'est la certitude des milieux dirigeants internationaux qui accédait cette hypothèse. « Les eurobanquiers, écrivait par exemple *le Monde* du 24 octobre, estiment que le Parti socialiste espagnol est le seul qui puisse remettre de l'ordre dans les affaires économiques et financières du pays et, surtout, qu'au vu de l'expérience française, il évitera de commettre les erreurs de l'administration Miterrand. »

Jusqu'au dernier moment, la bourgeoisie espagnole aura tenté de conjurer cette perspective. Le patronat est monté en première ligne de la bataille électorale. Carlos Ferrer Salat, le président de la puissante CEOE, condamne fermement « un programme social-démocrate qui a déjà été appliqué sans succès par le gouvernement actuel ». Et Santiago Foncillas du Circulo de empresarios indique : « Le socialisme, dans une crise économique comme celle que nous devons affronter, ça ne fonctionne pas. »

Tous ces efforts auront finalement échoué à cause des divisions maintenues de la droite. L'Alliance populaire (AP) de l'ancien ministre de Franco, Manuel Fraga, dispose du soutien des milieux d'affaires, de l'Eglise et de la majorité de la hiérarchie militaire. Mais elle n'a pu acquiescer la crédibilité suffisante pour lui permettre de concurrencer sérieusement les socialistes. De surcroît, la personnalité de son leader, son programme ultra-réactionnaire — « remettre de l'ordre ; avoir des tribunaux, des prisons qui fonctionnent ; défendre la famille » — et inspiré des thèses réaganiennes, la présence en son sein des membres du parti d'extrême droite Fuerza Nueva ont fini par le faire apparaître comme le tenant d'un pur et simple retour en arrière.

L'AP n'a pu, en particulier,

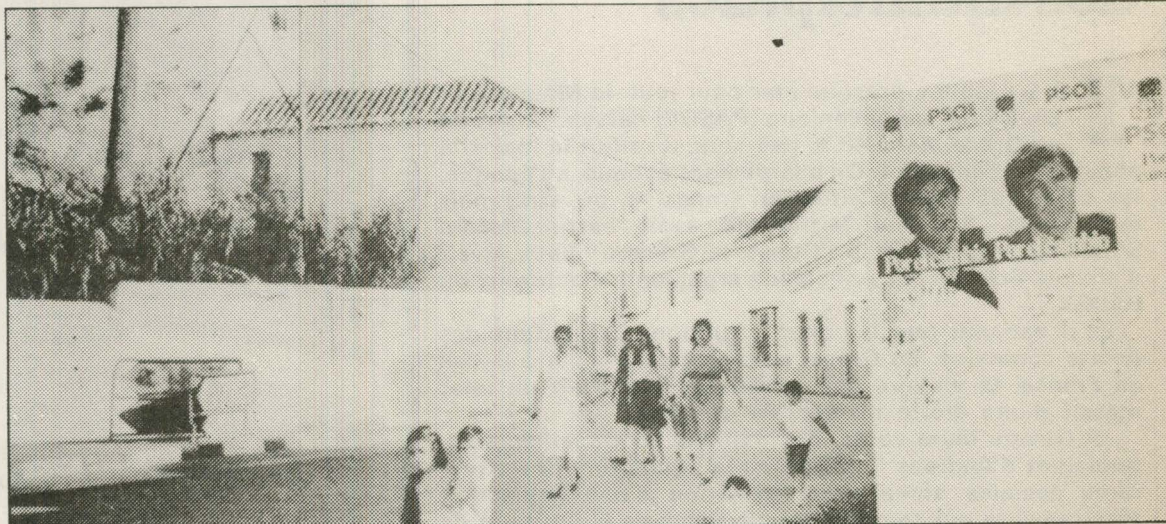
concrétiser son projet de « grande droite », c'est-à-dire de coalition de toutes les forces bourgeoises. L'UCD, l'actuel centre gouvernemental, est allé seul à la bataille, cherchant à redorer son blason en s'affirmant comme le défenseur des institutions parlementaires. Quant au Centre démocratique et social (CDS) de l'ancien Premier ministre Suarez, en préconisant une série de réformes, il a préparé le terrain à un éventuel accord de législature avec le PSOE.

« Le socialisme, c'est gérer la crise »

Au fur et à mesure que se rapprochait l'échéance, les socialistes ont cherché à gagner les faveurs de la classe dominante, adoptant un profil bas. Felipe Gonzales décrit ainsi son objectif : « Vous savez, ici, les partis bourgeois ont été incapables de faire une révolution libérale. Paradoxalement, c'est donc à nous, les socialistes, que la tâche incombe. » Carmen Garcia, le numéro trois du parti, renchérit : « Le socialisme, en 1982, ne peut plus être celui de 1936. Autrefois, il s'agissait de répartir les richesses. Aujourd'hui, il faut gérer la crise. »

Le programme développé par les dirigeants du PSOE illustre ces propos. Pas question de nationalisations, à l'exception du réseau électrique à haute tension. Pas question non plus d'une quelconque alliance avec le PCE, qui est caractérisé comme « pas authentiquement démocratique ». Pour combattre le chômage, on ne propose la création que de 800 000 emplois en quatre ans. Ce qui signifie seulement une réduction de 16 à 12 % du taux de sans-emploi. Encore faut-il admettre que le chômage ne progressera pas au cours des prochaines années. Parallèlement, pour les chefs d'entreprise est prévue une série de cadeaux : diminution de 20 % des contributions patronales à la Sécurité sociale, assouplissement du crédit, modération des taux d'intérêt, aides aux PME, etc.

Cette extrême modération, que ne renierait pas un Helmut Schmidt, n'a pourtant pas désamorcé l'hostilité



Un village d'Andalousie, fief du PSOE.

des « pouvoirs de fait », à commencer par la hiérarchie militaire. Les rumeurs de putsch se sont multipliées à l'approche du 28 octobre. A tel point que Juan Luis Cebrian, directeur du grand quotidien *El País* (l'équivalent du *Monde*), vient de pousser ce cri d'alarme : « Nous savons qu'un crime se prépare. Nous savons presque qui sont les principaux personnages. La droite réactionnaire est tellement paniquée par la possibilité d'une victoire socialiste qu'elle est prête à employer tous les moyens pour l'empêcher. » Il s'avère en effet que le « golpe » démantelé le 2 octobre dernier n'était nullement un bluff. De nombreux secteurs, civils et militaires, sont impliqués dans cette nouvelle tentative. Un récent incident en dit d'ailleurs long sur le degré de confiance existant entre la hiérarchie militaire et les autorités légales. Dans la nuit du 19 au 20 octobre, il a en effet suffi d'un mouvement de blindés à proximité de la Zarzuela (la résidence de Juan Carlos) pour mettre en état d'alerte les 2 500 hommes de la garde royale.

Rumeurs persistantes de « golpe ».

Pour le moment, ces pressions ne sont l'œuvre que du secteur le plus dur de l'armée, qui voit dans l'arrivée

au pouvoir d'un parti ouvrier une revanche sur la guerre civile et qui craint par-dessus tout qu'une réforme de l'appareil d'Etat remette en cause ses prérogatives. Mais il faudrait peu de choses pour que la majorité de la hiérarchie, formée par plus de 35 ans de dictature, bascule. Un colonel d'active analyse froidement le climat au sein de cette institution : « Les militaires démocrates sont très minoritaires (...) Les activistes d'extrême droite sont également minoritaires, mais beaucoup plus présents et agissants. La grande masse, franquiste et honnête, n'entend pas se compromettre, mais elle se rallierait sans doute à un coup qui réussirait. »

Le plus inquiétant, face à une telle menace, est probablement la situation du mouvement populaire. La politique de pacte entre la bourgeoisie et les organisations ouvrières — que Gonzales entend institutionnaliser sous le nom de « planification concertée » — a entraîné un reflux des luttes. La crise accentue la division parmi les travailleurs. Les organisations syndicales (Commissions ouvrières et Union générale des travailleurs, respectivement sous le contrôle du PCE et du PSOE), discréditées par l'inertie de leurs dirigeants devant les attaques patronales, perdent des adhérents. Le PCE, incapable de définir un projet se différenciant réellement de la so-

cial-démocratie, connaît une hémorragie sans fin. Au cours de la campagne, il n'a su se présenter que comme le garant des promesses de Gonzales, ce qu'un de ses dirigeants résumait par cette formule : « Nous devons veiller à ce que le PSOE applique son programme en dépit de sa timidité sur le problème de l'emploi. » Quant aux socialistes, leur progression électorale ne s'est pas accompagnée d'un renforcement militant significatif. Pour l'essentiel, leur formation demeure une machine électorale.

La désorientation qui en résulte pèsera lourd lorsque se profileront les échéances décisives. Celles-ci devraient rapidement se préciser, tant il est vrai que les élections du 28 octobre vont accroître l'instabilité du régime. Disposant ou non d'une majorité absolue, le nouveau Premier ministre devra rechercher en permanence un compromis entre l'appareil d'Etat hérité du franquisme et les institutions au sein desquelles son parti sera majoritaire. Pourtant, l'aspiration au changement qui se concrétise dans les urnes pourrait bien ouvrir un nouveau cycle de luttes et bouleverser toutes les cartes. C'est en tout cas, ce à quoi s'emploient les révolutionnaires espagnols.

Christian Picquet
27 octobre 1982

VEN CON LA IZQUIERDA QUE LUCHA



QUE NO TE REBAJEN
EL CAMBIO.



L'affiche de nos camarades
de la LCR.

« Viens avec la gauche qui
lutte. Pour qu'ils ne nous
rogne pas le changement. »

La LCR en campagne

Au cours de la campagne électorale, la polarisation droite-gauche a considérablement pesé, d'autant que les rumeurs de putsch militaire se multipliaient. Dans ce cadre difficile, où les pressions en faveur d'un vote « utile » contre la réaction étaient considérables, la Ligue communiste révolutionnaire (section de la IV^e Internationale) a néanmoins réussi à faire entendre sa voix. Sans relâche, sur tout le territoire, elle a expliqué que, s'il fallait battre les candidats de la bourgeoisie, ce n'était certainement pas le PSOE qui imposerait le changement qu'attendaient les travailleurs. Au centre de sa plate-forme, la nécessité d'une lutte résolue contre l'austérité, contre l'intégration du pays à l'OTAN, pour l'autodétermination des nationalités, pour l'épuration de l'appareil d'Etat, pour la légalisation de l'avortement.

Pour nos camarades, il s'agissait, à travers la campagne, de préparer l'avenir, de poser les jalons des futurs combats. C'est pourquoi ils étaient présents dans 48 des 52 circonscriptions électorales de l'Etat espagnol, c'est-à-dire dans la presque totalité, à l'ex-

ception d'Albacete, Cuenta et les territoires marocains de Ceuta et Melilla.

Ils participaient à des coalitions avec le Mouvement communiste (MC, l'une des principales forces d'extrême gauche avec qui est engagé depuis plusieurs mois un processus de débat et d'action commune sur divers terrains, en particulier au sein des organisations syndicales, dans cinq régions : Catalogne, Galice, Pays valencien, Aragon et Madrid.

Dans deux autres cas encore, la LCR était partie prenante de regroupements unitaires : à Rioja et dans les Asturies sous le sigle de Bloc de la gauche asturienne ; à Caceres sous l'appellation de Bloc populaire d'Estrémadure.

Dans trente autres circonscriptions, elle figurait seule. C'est ainsi que la Liga Comunista Iraultzailea (LKI, organisation de la LCR au Pays Basque) et la LCR en Andalousie, dans les îles Canaries, en Castille-Léon présentaient des listes à la fois au Parlement et au Sénat. Dans certains cas toutefois, ces candidats devaient se désister en faveur d'autres forces, sans pour autant renoncer à les critiquer et à défendre leur propre

programme. En Euskadi par exemple, ils appelaient à voter en faveur de Herri Batasuna, la coalition nationaliste radicale proche de l'ETA militaire. Celle-ci apparaît en effet comme le seul mouvement à défendre inconditionnellement le droit à l'autodétermination des peuples de l'Etat espagnol.

Grâce à cette activité, la LCR a été reconnue comme une formation nationale et a pu bénéficier d'une heure et demie d'antenne à la radio et à la télévision. Elle a en outre participé à de nombreuses émissions régionales. L'un des points forts de la campagne aura incontestablement été l'invitation faite par l'organisation de Barcelone à Alain Krivine de venir tirer un premier bilan de l'expérience « socialiste » française. Notre camarade devait tenir, sur ce thème, une conférence de presse le mercredi 20 octobre. Les médias audiovisuels, les principaux quotidiens ont largement rendu compte de cet événement. Le lendemain, Alain Krivine participait à un meeting organisé à Saragosse par la LCR et le MC et auquel assistaient plusieurs centaines de travailleurs.

LES TRAVAILLEURS DE VARSOVIE :

«Lettre ouverte aux organisations syndicales et aux partis ouvriers de l'Ouest»

Dans un appel aux syndicalistes et à la société, la direction nationale clandestine de Solidarité vient de tracer les perspectives de la mobilisation pour les mois à venir. Parlant d'une « nouvelle étape de lutte », elle envisage l'organisation d'une grève générale pour le printemps prochain. D'ici là, plusieurs étapes sont fixées à la mobilisation. Le 10 novembre, une grève générale de huit heures et non plus de quatre doit avoir lieu. Des manifestations se dérouleront le lendemain, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance de la Pologne. Une nouvelle vague de manifestations est prévue entre le 13 et le 17 décembre. C'est à la préparation de ces échéances et au renforcement de ses structures de coordination que Solidarité devra s'atteler maintenant, si la perspective de grève générale pour le printemps doit pouvoir être concrétisée.

Amis,

La junte du général Jaruzelski tente de manière systématique de détruire toute trace de la victoire ouvrière d'août 1980. Le 8 octobre 1982, les députés aux ordres des apparatchiks du département d'organisation du comité central du POU ont voté la « dissolution » du syndicat indépendant autogéré Solidarnosc. Par là même, la junte a foulé aux pieds les accords d'août 1980 et toutes les conventions signées avec les organisations ouvrières et paysannes indépendantes d'août 1980 à décembre 1981. En outre, elle a désavoué sa propre déclaration du 16 décembre 1981 selon laquelle Solidarnosc et les autres syndicats pourraient reprendre leur activité légale. Aujourd'hui, par la bouche de Rakowski et de ses autres porte-parole civils, la junte tente de faire croire à la société terrorisée et à l'opinion publique à l'étranger que Solidarnosc refusait tout dialogue et tout accord après le 13 décembre. C'est pour cette raison qu'il lui fallait liquider notre syndicat. Au nom du « socialisme » et de la « paix dans le monde ».

Une exigence élémentaire

Sachez qu'il s'agit là d'un mensonge éhonté. A de nombreuses reprises, les membres de Solidarnosc et sa direction clandestine — dont notre Comité ouvrier interentreprises Solidarnosc (MRKS) de Varsovie — ont fait savoir à la junte qu'ils étaient prêts à entamer des discussions en vue d'un accord. Notre seule exigence consistait en une condition politique et humanitaire élémentaire : la libération de Lech Walesa et des autres membres de Solidarnosc emprisonnés et internés. Nous étions même prêts à entreprendre ce dialogue dans les conditions de l'état de guerre, sous la menace des tanks et des baïonnettes.

De la fin du mois de juin à la fin août, nous avons suspendu toutes les grèves et manifestations dans l'ensemble du pays. Au début juillet, la direction clandestine de Solidarnosc avait annoncé officiellement dans la déclaration intitulée « 5 fois oui » — diffusée à des centaines de milliers d'exemplaires — qu'elle était prête à la négociation et au dialogue. Durant la préparation des manifestations pacifiques du 31 août encore, manifestations transformées par la police en un carnaval sanglant, la direction de Solidarnosc appelait la junte à l'entente et à la recherche d'un accord. Quatre jours avant les manifestations pacifiques du 31 août, cinq militants de Solidarnosc, avec l'accord de la direction et en commun avec les représentants de la Confédération des syndicats autonomes, envoyaient une lettre à Ja-

Nous publions ci-dessous le texte d'une lettre ouverte, adressée non seulement aux « organisations syndicales de l'Ouest » mais, pour la première fois, également aux partis ouvriers. Le Comité ouvrier interentreprises de Solidarité (MRKS) de Varsovie, son signataire, est né le 24 avril dernier de la fusion du réseau de 40 grandes entreprises varsoviennes qui publiait l'hebdomadaire *CDM (A suivre)* et du Comité interentreprises d'entraide sociale, issu des aciéries Huta Warszawa et publiant l'hebdomadaire *la Voix de l'ouvrier libre*. Il assure la coordination des commissions syndicales clandestines dans la capitale et agit sous la direction de la commission exécutive régionale de Varsovie et de la commission provisoire de coordination (TKK) — direction nationale de Solidarité dans la clandestinité. Plusieurs de ses dirigeants ont été

arrêtés en juillet dernier et un procès serait en préparation contre eux.

Les ouvriers de Pologne disent clairement que c'est des travailleurs occidentaux et de leurs organisations qu'ils attendent un soutien actif et une campagne de solidarité. « De vous avant tout », nous disent-ils. Il est de notre responsabilité de ne pas décevoir cette attente et cet espoir. Il dépend de nous tous, militants syndicaux et politiques de la classe ouvrière, travailleurs inorganisés, qu'à l'espoir des ouvriers polonais réponde une mobilisation unitaire et massive de l'ensemble du mouvement ouvrier en solidarité avec Solidarité. La Ligue communiste révolutionnaire, pour sa part, fera tout son possible pour développer une telle mobilisation.



ruzelski contenant un appel dramatique au dialogue.

La junte a rejeté les appels de Solidarnosc dans la clandestinité. Elle a également ignoré les prises de position conciliatrices de l'Eglise. Les propositions des experts et de divers militants du syndicat appelant au dialogue et à l'entente incluses dans la brochure *août après décembre*, tous ces écrits ont fini dans les poubelles du général.

La maturité de Solidarnosc

Tous les faits mentionnés ici démontrent qu'en ce moment dramatique de notre histoire nationale, c'est le mouvement ouvrier organisé dans Solidarnosc qui a fait preuve de maturité politique et de patience. La junte au contraire a montré qu'elle était prête à tout sacrifier — le sang des ouvriers, l'économie, la souveraineté nationale — pour se maintenir au pouvoir. Comme l'a déclaré avec cynisme le porte-parole de la junte, J. Urban : « Le gouvernement arrivera toujours à se nourrir. » Il ne faut pas non plus oublier que durant les seize mois d'activité légale de Solidarnosc, l'acte de violence le plus spectaculaire de la part de ce syndicat de dix millions de membres a été l'expulsion de deux (!) chefs des anciens syndicats corrompus, évacués de leur entreprise sur une brouette. Quant au « palmarès » de la junte durant les dix mois suivants, c'est : des dizaines d'ouvriers assassinés, des centaines de personnes torturées par la police et dans les prisons, des milliers d'autres battues et licenciées, des milliers d'emprisonnés et de condamnés à de lon-

gues années de prison pour cause d'activité syndicale, des centaines de milliers de travailleurs maintenus dans la terreur quotidienne dans les entreprises militarisées. Aussi, lorsque vous entendrez les porte-parole de la junte vous parler des « plans sanglants » de notre syndicat, souvenez-vous que ce sont les porte-parole d'assassins qui vous parlent, ceux qui peuvent se prévaloir de ce « palmarès » là.

Aujourd'hui, la Pologne est un pays où le problème des syndicats est plus marqué par l'intérêt que leur porte la police que par le débat sur les voies de l'émancipation politique et économique de la classe ouvrière. Il faut qu'il n'y ait aucun malentendu : la junte militaire ne lutte pas en défense du socialisme, elle lutte pour son pouvoir et ses privilèges.

Justice et autogestion

C'est pour cette raison que le dialogue avec Solidarnosc lui est inutile, aujourd'hui comme hier. Ceux qui croient encore que ce qui est en jeu en Pologne, c'est la défense du « pouvoir populaire » ou de la « propriété sociale des moyens de production » sont — passez-nous l'expression — des imbéciles finis. En Pologne, la junte essaie par tous les moyens de préserver le « socialisme pour demeurer », « socialisme » fondé sur la trique, la peur et la corruption, sur les prisons et le despotisme des directeurs de fabrique, des commissaires militaires, des agents de la police et des apparatchiks. Les ouvriers polonais en ont assez d'un tel « socialisme » et d'un « pouvoir populaire » de ce type-là.

La junte croit qu'elle a « dissous » le syndicat indépendant autogéré

Solidarnosc. Plus d'un parmi vous se pose aujourd'hui la question : faut-il encore parler de Solidarnosc, cela a-t-il encore un sens de le soutenir ? Sachez qu'on ne peut dissoudre Solidarnosc, pas plus qu'on ne peut « dissoudre » la classe ouvrière polonaise. On peut l'écraser, mais cela impliquerait la destruction physique du monde du travail en Pologne. Il ne s'agit pas là d'exagérations de notre part. Vous dites « solidarité », nous disons « liberté ». Vous dites « socialisme », nous disons « justice et autogestion ». Posez-vous la question : peut-on maintenir longtemps en prison les aspirations à la liberté, à la justice, à une vie décente et au contrôle de l'outil du travail ? Bien évidemment non, et c'est pour cela que Solidarnosc n'a pas été dissous et ne peut l'être. Aujourd'hui réduit à la clandestinité, emprisonné, « dissous » sur le papier, notre syndicat se reflète dans les yeux remplis de peur des généraux et des apparatchiks.

Amis,

Nous attendons des organisations syndicales et des partis ou-

vriers occidentaux qu'ils entreprennent des actions unitaires et massives en défense des militants de Solidarnosc persécutés par la junte.

Les mêmes intérêts que les travailleurs occidentaux

Nous attendons de vous que vous saisissez toute occasion au niveau international de faire payer la note aux gorilles militaires. Nous attirons votre attention sur le fait que la loi syndicale votée le 8 octobre est une farce au regard de la convention de l'Organisation internationale du travail. Ses décrets d'application remettent en fait la décision de la reconnaissance des syndicats nouvellement créés entre les mains de la police secrète. Le « modèle » syndical qui nous a été imposé par la junte pour les années à venir n'est rien d'autre que la copie du « modèle » chilien de Pinochet. Le complément de ce modèle, c'est la transformation — par le biais de la loi — de toute administration étatique en une « armée de surveillants » disposant de droits et de privilèges spéciaux à l'image du système hiérarchique de l'administration tsariste.

Nous sommes convaincus que les organisations syndicales et les partis ouvriers occidentaux sont prêts à mener une lutte déterminée de solidarité en défense des droits des travailleurs polonais. Nous sommes convaincus que vous voyez dans le soutien à Solidarnosc une forme de défense des intérêts vitaux et des droits des travailleurs occidentaux. Le soutien et la solidarité aujourd'hui et demain — voilà ce que nous attendons de vous. De vous avant tout. De nous, vous pouvez attendre une chose : la poursuite de la lutte contre la junte.

Solidarnosc n'est pas mort !

Comité ouvrier
interentreprises
Solidarnosc
de Varsovie
Le 17 octobre 1982

Les intertitres sont de la rédaction

SOLIDARITE AVEC LE PEUPLE DU GUATEMALA EN LUTTE CONTRE LA DICTATURE GENOCIDE !

— 40 000 victimes de la répression depuis vingt ans.
— 2 600 paysans, la plupart indiens, massacrés depuis le coup d'Etat du général Rios Montt en mars dernier (Amnesty international).
— 5 000 paysans sans défense actuellement encerclés au sud du Quiché et sommés de se rendre aux autorités militaires.

A l'appel du Collectif Guatemala.
Rassemblement devant l'ambassade du Guatemala le jeudi 4 novembre à 17 h 30, 73, rue de Courcelles (métro Courcelles).

La LCR s'associe à cet appel

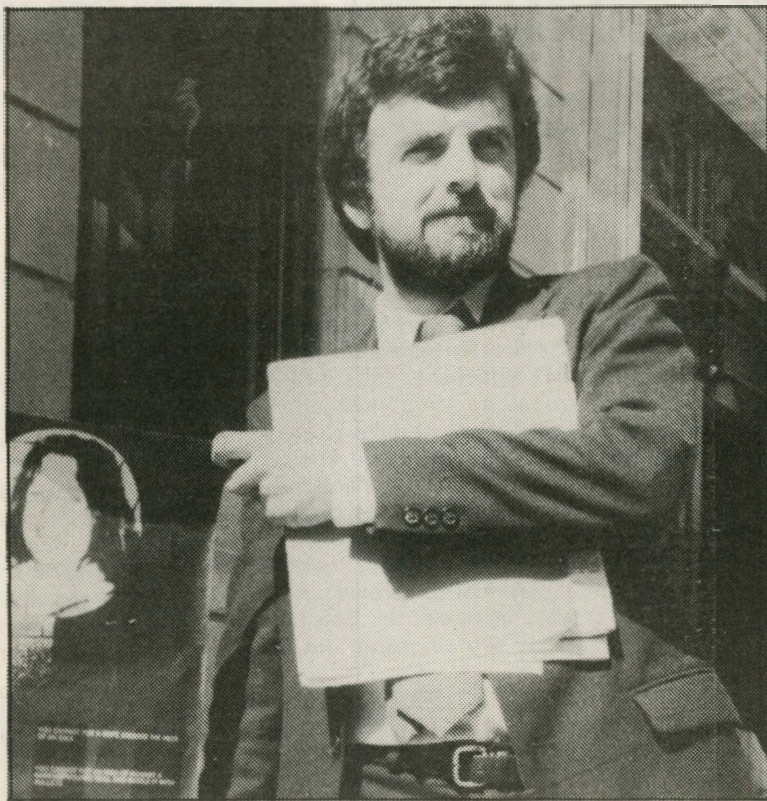
► Important succès républicain en Irlande du Nord

PÉRIODIQUEMENT, l'impérialisme britannique cherche à sortir du bourbier que constitue pour lui l'Irlande du Nord. Depuis 1972, année de l'effondrement de l'ancien Parlement, le Stormont, et de l'intervention directe de Londres dans l'administration de la province, cinq plans ont vu le jour pour parvenir à un certain transfert de pouvoir entre les mains des formations légalistes des six comtés.

Avant les élections générales prévues en Grande-Bretagne pour 1983, le gouvernement de Margaret Thatcher a éprouvé le besoin de prendre une nouvelle initiative politique. La proposition du secrétaire d'Etat britannique à l'Irlande du Nord, James Prior, consiste à élire au suffrage universel 78 députés, censés disposer d'un droit de regard sur le travail des ministres nommés par l'administration britannique. Mais l'Assemblée consultative ne posséderait aucune compétence législative réelle. Toutes ses décisions devront être avalisées par 70 % des députés et, bien entendu, elle n'aura pas accès aux domaines essentiels de la défense et de la politique étrangère.

Cela explique que tous les partis représentant la minorité catholique aient d'emblée refusé de siéger dans cette instance-croupion. Même le très modéré Parti travailliste social-démocrate (SDLP), qui n'a pourtant jamais reculé devant la collaboration avec les autorités coloniales, a, cette fois, condamné le projet. Quant aux formations loyalistes protestantes, elles refusent tout partage du pouvoir et n'entendent accepter qu'un retour à l'ancien Stormont qui assure leur complète hégémonie.

Autant dire qu'avant même que les urnes aient rendu leur verdict, le plan anglais était mort-né. Mais Thatcher devait essayer un second camouflet, à l'issue des élections du 20 octobre. Le Sinn Fein, organisation légale qui défend le programme politique de l'IRA, rompant avec sa tradition abstentionniste, présentait douze candidats. Cette décision prise conformément aux résolutions de son dernier congrès avait pour premier objectif de ne pas laisser le SDLP apparaître comme le représentant authentique de la population catholique. Mais le mouvement ré-



Owen Carron, l'un des cinq élus du Sinn Fein.

publicain n'entend pas pour autant changer d'orientation. Son journal, *Republican News*, indiquait récemment à ce sujet : « *Quels que soient nos résultats, ils ne modifieront pas notre stratégie, un succès électoral ne nous fera pas abandonner la lutte armée.* »

Alors que les sondages laissaient prévoir leur laminage, les candidats du Sinn Fein ont obtenu 10 % des suffrages, leur score atteignant 40 % dans les zones catholiques où ils se présentaient. Cinq d'entre eux ont été élus, notamment Gerry Adams (ancien responsable de l'IRA) à Belfast-Ouest, Martin McGuinness (qui fut l'un des membres les plus traqués de l'Armée républicaine) à Derry et Owen Carron à Fermanagh-Sud-Tyrone. Ce dernier avait déjà été élu au Parlement de Westminster après que Bobby Sands, plébiscité alors qu'il était en prison, fut mort à la suite de la grève de la faim des

détenus nationalistes l'an dernier.

Ce scrutin, s'il ne résout aucun des grands problèmes de l'île, aura au moins constitué un sondage grandeur nature. Comment sera-t-il désormais possible de contester la représentativité des républicains alors que la population catholique vient de leur apporter massivement son soutien ? Gerry Adams est de ce point de vue parfaitement fondé à affirmer que le résultat du scrutin constitue « *une victoire de la lutte républicaine contre la présence britannique en Irlande du Nord.* »

Le désastre n'est pas moins grand pour ceux qui, à l'échelle internationale, tentent d'assimiler les organisations irlandaises à de vulgaires groupuscules terroristes. Le gouvernement français en tirera-t-il les leçons en faisant libérer les trois militants nationalistes arrêtés cet été à Paris ?

C. P.

► NOUVELLE-CALEDONIE : Les travailleurs du nickel refusent l'austérité

LE 19 octobre, le P-DG de la Société le nickel (SLN), propriété d'Elf-Erap et de la banque Rothschild aujourd'hui nationalisée, s'était déplacé lui-même à Nouméa pour présenter aux travailleurs de la SLN, majoritairement syndiqués à l'USOENC, un train de mesures d'austérité prévoyant 500 licenciements et la fermeture de deux centres miniers à Poro et à Népoui.

Du fait de la baisse des ventes, la SLN connaît en effet un déficit comptable de plus de 200 millions de francs pour l'année 1982. Le gouvernement français a donc réclamé un plan de redressement de la SLN.

Et la direction de la SLN annonçait fin septembre « *la mise en application à bref délai d'un plan d'adaptation conjoncturelle qui affectera les niveaux d'activité et d'emploi des exploitations de Nouvelle-Calédonie et de Sandouville.* »

Aussi le 19 octobre, tous les centres miniers et l'usine de Doniambo étaient en grève à l'appel de l'USOENC, la maîtrise et les cadres, en majorité des Européens, ayant refusé de s'associer à l'action. Plus de 1 000 travailleurs encerclaient les locaux de la direction, et imposèrent la réunion du comité d'entrepri-

se soit retransmise en direct par hauts-parleurs. Après deux heures et demie d'explications embarrassées du P-DG de la SLN, les travailleurs décidaient à midi d'occuper les locaux et de retenir le P-DG et le directeur local de la SLN, le chef du personnel et le responsable des relations humaines.

La direction demanda alors de négocier en ville. Flairant le piège policier, les travailleurs refusèrent de quitter l'usine. A 18 h 30, le procureur de la République réclamait l'intervention de la police contre les grévistes. Mais le Haut Commissaire français en Nouvelle-Calédonie dut s'y opposer. Car si le nombre des travailleurs présents dans l'usine avait diminué pendant l'après-midi, les 200 à 300 ouvriers restants, en majorité kannaques, étaient très déterminés à se défendre. Un service d'ordre avait été organisé, des projectiles et même un bulldozer préparés au cas où, et des contacts étaient maintenus avec les élus indépendantistes du Conseil de gouvernement.

A une heure du matin, le 20 octobre, après des négociations sous l'égide du Haut Commissaire, un protocole d'accord était signé, impliquant la levée des mesures de li-

ciements et l'étude d'un plan de redressement de la SLN ; les cadres de la SLN étaient alors libérés.

Cette incontestable victoire des travailleurs du nickel a montré leur détermination. Mais elle va aussi engager un débat important sur le rapport entre le plan de redressement de la SLN réclamé par la direction et le gouvernement français et l'avenir de cette société dans la perspective de l'indépendance kannaque et socialiste.

L'Etat français et le groupe Rothschild ont suffisamment fait de profits autour de l'exploitation du nickel depuis des années. Aujourd'hui, la SLN est quasiment une société nationale. La mesure qui s'impose et que devrait prendre un gouvernement se réclamant du changement pour les peuples des colonies, c'est la nationalisation intégrale de la SLN et des autres mines — ces « petits mineurs » qui eux aussi font d'énormes profits — et leur rétrocession immédiate au peuple kannaque dans des modalités à débattre avec ses représentants. Ce serait encore loin de combler tous les dommages du pillage colonial. Mais c'est déjà trop pour le gouvernement Mitterrand-Mauroy.

Vincent Kermel

ELECTIONS EN BELGIQUE

L'acquis des listes unitaires de gauche

Des élections pour le renouvellement des 589 administrations communales se sont déroulées en Belgique le 10 octobre. Huit mois après la grande vague de luttes de février dernier — la plus importante depuis la grève générale de 1960-1961 — et alors que la coalition au pouvoir s'est engagée dans une brutale offensive d'austérité, cette consultation avait valeur de test.

Les succès obtenus en Flandres et en Wallonie par les libéraux (composante la plus réactionnaire du bloc au pouvoir), au détriment de leurs partenaires sociaux-chrétiens, confirment l'évolution à droite de l'électorat bourgeois, constatée lors des élections générales de novembre 1981. Une évolution que reflètent également les bons scores en Flandres de l'extrême droite, qui va jusqu'à obtenir 5 % des voix à Anvers. Ce phénomène constitue une réaction devant la résistance acharnée qu'opposent les travailleurs à la liquidation d'acquis fondamentaux.

Cette polarisation sociale ne s'est pourtant pas traduite par un renforcement électoral du camp ouvrier. La social-démocratie, hégémonique dans ce pays, n'a que très faiblement progressé. L'explication en est simple. Le PS se cantonne dans une opposition parlementaire et n'a pas renoncé à constituer — comme avant novembre 1981 — un cabinet avec le Parti social-chrétien du Premier ministre W. Martens. Lors des grèves du début de l'année, il ne s'est à aucun moment engagé aux côtés des travailleurs. Ce faisant, il a alimenté la désorientation d'une classe ouvrière qui ne discerne plus de perspectives politiques crédibles et mobilisatrices.

Les écologistes (ECOLO en Wallonie et AGALEV en Flandres) ont été les principaux bénéficiaires de cette expectative et ont capitalisé la défiance d'une frange de l'électorat envers les partis traditionnels. Leur programme vague et confus leur a permis d'obtenir des scores importants et de disposer désormais de plus de cinquante conseillers au Sud et de quarante-trois au Nord. A Liège et Namur par exemple, ils atteignent 11,6 % et 12,3 % des voix.

Nos camarades de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT, section de la IV^e Internationale) ont cherché à faire en sorte qu'un large courant puisse à cette occasion « *exprimer un vote clair et utile contre la politique de régression sociale du patronat et du gouvernement et contre la politique de compromission néfaste menée depuis des années par le Parti socialiste.* » Ils ont pour cela mené, dès le départ, des pourparlers avec le Parti communiste (PCB). Pour le socialisme et le Parti du travail (PLS et PTB, deux formations d'extrême gauche), les écologistes. Ce processus a abouti, dans la plupart des cas, à un accord entre militants indépendants, groupes de base, LRT et PCB sur une plate-forme claire de lutte contre l'austérité et de soutien aux luttes populaires. Dans plusieurs cas, PLS s'est inséré dans la campagne. Seuls le PTB (organisation ultra-sectaire, d'origine maoïste) et les écologistes se sont tenus à l'écart des listes unitaires présentes notamment à Anvers, Bruges, Gand, Herstal, Malines, Schaerbeek et dans l'agglomération bruxelloise.

Le désarroi idéologique du mouvement ouvrier, la crise du PCB, la faiblesse des organisations révolutionnaires ont empêché que ces listes recueillent des pourcentages significatifs. Dans trois cas seulement, elles dépassent les 2 % des suffrages. A Louvain, où l'accord s'était élargi à la section locale du PS, les candidats ont obtenu 24,4 % des voix.

Quels que soient leurs résultats, les listes unitaires, la collaboration fraternelle entre leurs différentes composantes sont un acquis précieux pour accélérer la recomposi-



tion des courants d'avant-garde et contribuer à leur politisation. Pour la LRT, c'est un moyen d'engager avec plus de force le débat sur les solutions qu'elle préconise pour en finir avec l'austérité et le gouvernement Martens, sur la nécessité de l'unité des forces ouvrières et de la grève générale.

C. P.

ARMANDO VALLADARES

Le « poète » que l'on se dispute...

Dès que sa libération fut annoncée, l'Elysée a fait savoir qu'elle était l'heureux aboutissement de démarches personnelles entreprises par François Mitterrand auprès de Fidel Castro. Jack Lang a aussitôt cru devoir rappeler que lorsqu'il était à Cuba, l'été dernier, il avait entretenu le dirigeant cubain du cas Valladarès. Régis Debray n'a pas voulu être en reste : « *Fidel Castro a pris sa décision devant moi après une discussion de quatre heures.* », a-t-il révélé sur les antennes d'Europe 1... Et voilà qu'aujourd'hui, depuis Pékin, Georges Marchais revendique lui aussi un rôle dans cette libération : il serait intervenu dès le mois d'avril auprès des dirigeants cubains, sans rendre publique sa démarche « *par souci d'efficacité.* »...

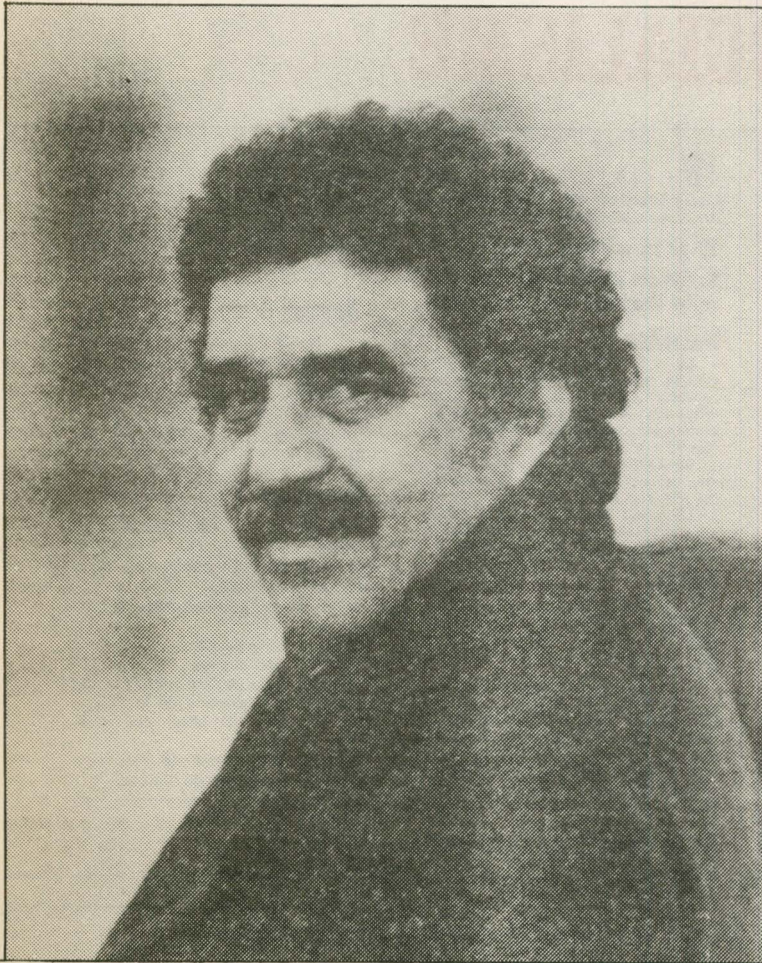
Pourquoi Armando Valladarès ? Selon Amnesty International, il y a actuellement à Cuba 250 prisonniers politiques. Pour la plupart, ce sont d'anciens tortionnaires de la dictature de Batista ou des contre-révolutionnaires arrêtés au début des années soixante lorsque la CIA organisait et finançait des groupes armés dont la mission était de « *déstabiliser par tous les moyens.* » le nouveau régime révolutionnaire. Des gens pour lesquels il n'est pas facile de prendre fait et cause, même lorsqu'on est le plus hypocrite défenseur des « *droits de l'homme.* »...

Parmi eux, Valladarès était un cas. Certes, il appartenait aux services policiers du dictateur. Mais il était bien jeune et n'était qu'un sous-fifre chargé tout de même de la sélection des candidats flics. Il est devenu fonctionnaire du nouveau régime. Mais en 1960 cet « *antimarxiste, idéaliste et chrétien.* », comme il se définit lui-même, devient membre d'un groupe contre-révolutionnaire clandestin. Lorsque celui-ci est démantelé, des dépôts d'armes sont découverts chez plusieurs de ses membres. Chez Valladarès aussi, affirme la police cubaine, ce que nie aujourd'hui l'intéressé. Condamné à trente ans de prison, il se met à écrire. Le contre-révolutionnaire devient poète. Il peut devenir un symbole pour ceux qui parlent de « *goulag tropical.* »...

Le régime des prisons cubaines, les méthodes qu'utilisent les geôliers du régime castriste, relatées par Valladarès et par d'autres, doivent être critiquées et condamnées. Même si l'auteur de poèmes où il se décrivait paralysé à vie semblait bien se porter à son arrivée en France... Quant à ceux qui ont organisé ce bon coup publicitaire au nom des « *droits de l'homme.* » ou ceux qui en profitent pour alimenter leurs campagnes contre la révolution cubaine, qu'ils laissent en paix leur nouveau « *héros.* », si disputé. Un « *héros.* » manifestement dépassé par l'importance prise par son cas : Il « *n'écrira plus jamais.* », a-t-il déjà annoncé, et il « *ne rêve que d'une vie paisible.* » A Miami, au milieu de ses amis contre-révolutionnaires, évidemment.

J.-P. B.

«Gabo» Nobel de littérature



Gabriel Garcia Marquez

LE Nobel de littérature à Gabriel Garcia Marquez, à « Gabo » comme l'appellent tous ceux, proches ou lointains, qui sont pour lui des amis... On a beau n'accorder qu'une valeur très relative à ce prix-institution, ne nourrir aucune illusion sur son jury de « justes » qui dissimulent si bien leurs arrière-pensées politiques dans le gris et le compassé de leurs fonctions académiques, cela fait tout de même chaud au cœur.

Neruda le Chilien, Asturias le Guatémaltèque, Carpentier le Cubain, Borgès l'Argentin, Carlos Fuentes le Mexicain, Jorge Amado le Brésilien, Vargas Llosa le Péruvien, Garcia Marquez le Colombien... tous et bien d'autres encore, moins connus ici et parfois méconnus là-bas, ont participé et participent de l'extraordinaire foisonnement de la littérature hispano-américaine moderne. Une littérature dont la diversité et la richesse ont peu à envier au dix-neuvième siècle français.

La place qu'y occupe Gabriel Garcia Marquez est à la fois originale et exceptionnelle. Il la doit, bien sûr, à un chef-d'œuvre : *Cent Ans de solitude*. L'histoire de Macondo, de la fondation, l'apogée puis la décadence de ce village microcosme isolé du monde est une fabuleuse épopée où le mythe et la réalité — cruelle et dérisoire — s'entrelacent, se fécondent. On pense inévitablement à Cervantès ou à Rabelais. Mais la faconde est caraïbe, la musicalité africaine et la démesure est une poésie qui éclaire, donne à voir le

réel. La chronique de Macondo, c'est aussi l'histoire de l'Amérique latine ; l'histoire que vivent ces écrasés, ces humiliés, ces exilés de l'intérieur qui sont la majorité ; l'histoire d'un monde qui devrait être révolu, que « Gabo » voudrait voir révolu, et qui ne l'est pas.

L'immense succès de *Cent Ans de solitude* (près de 10 millions d'exemplaires en plus de 20 langues) fait parfois oublier la qualité d'autres livres. *L'Automne du patriarcat*, bien sûr, et ses pages d'humour corrosif sur une dictature déliquescence, sur toutes les dictatures ; mais aussi les contes réunis dans *les Funérailles de la Grande Mémé* ou *l'Incrovable et triste histoire de la candide Erendira* dont le fantastique envoûtant ne rend que plus violente la prise de conscience des réalités quotidiennes.

Cette œuvre littéraire est inséparable de l'engagement de l'écrivain, de surcroît journaliste et pamphlétaire de talent. Engagement qui est la trame de sa vie et dont il a une conception proche de celle que Sartre avait pour lui-même.

« Gabo » a mis sa plume et son renom au service des opprimés victimes de la barbarie impérialiste ; en premier lieu, évidemment, ceux d'Amérique latine dont il exprime avec tant de bonheur la richesse culturelle et humaine écrasée par la misère et la souffrance.

Il fut, dès le premier jour, aux côtés des Vietnamiens bombardés, des Chiliens sous la botte, des mères argentines de la place de Mai,

des combattants salvadoriens ou des indiens du Guatemala. Figure centrale de la gauche colombienne, ce qui, il y a deux ans, lui a valu l'exil, il est aussi le défenseur inlassable et passionné de la révolution cubaine.

Admirateur de Fidel Castro dont il est devenu l'intime et le confident — et parfois même le porte-parole indirect et officieux — Garcia Marquez a, sans ambiguïté ni détour, choisi son camp. Il l'assume à contre-courant lorsqu'il dénonce haut et fort la propagande impérialiste autour des « boat people » et rappelle ce qu'est la réalité du Vietnam exsangue. Il l'assume toujours, mais en prouvant avec éclat qu'il n'est pas un inconditionnel, lorsqu'il dénonce le coup de Jaruzelski et s'associe à la défense des droits des travailleurs polonais.

Peut-être est-ce là la meilleure illustration du véritable courage de Garcia Marquez : poursuivre — dans la situation qui est la sienne et au-delà de telle ou telle de ses innombrables prises de position — un combat anti-impérialiste sans concession tout en marquant ouvertement son hostilité au prétendu « socialisme réel »...

Ce courage-là déconcerte bien de ses ennemis et gêne nombre de ses amis. Mais il fait de l'auteur de renommée mondiale un véritable écrivain « dans le siècle ». Un écrivain de son siècle.

Jean-Pierre Beauvais

De Salvador à Salvador, via «Henry Cording»

IL y a Johnny Hallyday, qui joue un succédané de *Mad Max* et de *Conan le Barbare*, au Palais des Sports (... et avec un certain succès !) depuis bientôt un mois...

... Il y a Raymond Devos, ce clown de génie, pétrisseur de syntaxe qui remonte sur les planches du Théâtre Montparnasse après 4 ans de silence...

Mais le grand événement de cette rentrée du music-hall reste le retour sur scène d'Henri Salvador, ce 4 novembre au Nouvel Hippodrome de la porte de Pantin !

Salvador et sa soixantaine nonchalante... traînant sa réputation d'amuseur transformiste pour enfants de 6 à 12 ans, dans les shows télé de fin d'année des époux Car-

pentier... Et pourtant, derrière ce Salvador connu du grand public, se cache un autre personnage, auteur-compositeur-interprète, guitariste de jazz, arrangeur de génie, poète, qui fut l'ami de Vian, et le premier chanteur de rock français ! C'est celui-là qui reprend le collier du one-man show ce 4 novembre à Paris !

Né à Cayenne en 1917, Salvador découvre Paris à l'âge de 7 ans ; découverte qui se double d'une autre : la musique, et plus précisément le jazz. Il apprend la batterie et surtout la guitare, et se lance... Engagé dans le grand orchestre de Ray Ventura jusqu'à cette tournée en Amérique du Sud au début de la Seconde Guerre mondiale, où il décidera de rester au Brésil jusqu'en 1945... pour s'y tailler un sacré

succès.

De retour en France dès la Libération, Salvador fait dans le « chanteur créole », où il s'impose avec la chanson *Clopin-clopant*...

Mais ce parodiste talentueux a autant de cordes à son arc que de tours dans son sac ; après *le Loup, la Biche et le Chevalier*, qui aida des générations de bambins à s'endormir, il rencontre, au début des années cinquante, Boris Vian ; celui-ci joue de la trompette, lui de la guitare... Ils se retrouvent pour quelques « bœufs » dans les boîtes de jazz de Saint-Germain.

Avec un jeune musicien timide (Michel Legrand), lui aussi amateur des rythmes en provenance d'outre-Atlantique, Vian (pour les paroles) et Salvador vont lancer sur le marché le premier 45 tours de rock'n roll 100 % français. Sous un pseudonyme calembour, Henry Cording interprète donc, outre *le Blues du dentiste* qui restera comme l'un des chefs-d'œuvre inégalés du genre, trois des premiers rocks français : *Rock and roll-mops*, *Vas te faire cuire un œuf*, *Man*, et *Rock-Hoquet*. Ces petits bijoux rythmés n'essuient pas le succès attendu, mais seront « découverts » avec quelques années de retard, après le boum des yé-yé au début des années soixante...

Introuvables depuis longtemps, les morceaux de ce disque ont été regroupés par Jacques Canetti pour



Henry Salvador

Phillips, en 33 tours, 30 cm, avec d'autres chansons de Vian, interprétées par Magali Noël. RCA a également édité, voici quelques années, un 33 tours (PL 37300) reprenant une douzaine de chansons de Salvador (pour la musique) et Vian (pour les

textes), parmi lesquelles *Je me souviens de vous* et *Dérouillage blues*...

Pourtant, le succès, Salvador le rencontra en jouant de son côté amuseur, rigolard, dans les shows télévisés, déguisé en Zorro ou en « Minnie-petite-souris »...

Cet auteur-interprète éclectique, qui sait tout chanter, et qui possède un « feeling » remarquable, est plutôt à chercher sur scène, là où s'opère la synthèse de ses différents styles... Comme le disaient C. Brunschweig, L.-J. Calvet et J.-C. Klein dans *Cent ans de chanson française* (Seuil) : « Sachant tout faire, ayant tout fait, Salvador fait penser à certains showmen américains comme Sammy Davis Junior. Rien d'étonnant : la base de leur technique, c'est le jazz. »

D'ailleurs, vous voulez un exemple ? Quand Salvador décida d'adapter, voici quelques années, un tube de Count Basie (*Juste un p'tit disque de Count Basie*), il réussit à rendre sa version, encore plus coulée, encore plus « jazz » que celle de son modèle !... C'est pas un comble ça ?

Michel Laszlo



● **Vendredi** 23 h 05 (A2), Début d'un cycle consacré au cinéma de Marguerite Duras avec *Des journées entières dans les arbres* qui possède, grâce au très beau texte et surtout au talent de Madeleine Renaud, une réelle charge poétique.

● **Samedi** 20 h 35 (TF1), « Droit de réponse » consacré à la chasse !
● **Dimanche** 20 h 35 (TF1) *le Magnifique* — de Broca, Belmondo, et J. Bisset pour une pétillante comédie en forme de pastiche du cinéma d'espionnage. Un bon film du dimanche soir...

22 h 40 (FR3), *le Roman de Werther* de Max Ophüls avec le jeune premier des années 30, Pierre-Richard Willm. Plus pour les amateurs d'Ophüls que pour les admirateurs de Goethe...

● **Lundi** 14 h 05 (TF1), *Ouï-oui* sur le Caine d'E. Dmytryk... Théâtral et grandiloquent... mais il y a Bogart !

20 h 35 (TF1), *L'assassin habite au 21* d'HG. Clouzot avec Pierre Freyngay dans le rôle de l'inspecteur Wens ; le nec plus ultra du cinéma français d'avant-guerre...

● **Mardi** 20 h 35 (FR3), *Tirez sur le pianiste*, le meilleur film de

François Truffaut, et (au contraire de *la Sirène du Mississippi* d'après Irish...) une adaptation géniale, parce qu'infidèle du chef-d'œuvre de David Goodis.

20 h 40, *le Sucre* de Rouffio/Conchon avec Depardieu, Carmet, Piccoli... Pas ce qu'il y a de pire dans le cinéma national mais on n'est pas passé loin... heureusement il y a Depardieu et Piccoli en pieds nickelés de la haute finance : rire jaune garanti grâce à leur truculente composition.

● **Jeu**di 20 h 35 (TF1), *Mozart* de Marcel Bluwal (3^e épisode).

20 h 35 (FR3), *Cadavres exquis* de Francesco Rosi avec Lino Ventura. L'un des plus grands films de ces dix dernières années. A partir de l'excellent roman de Leonardo Sciascia, une fantastique enquête politico-policrière sur l'Italie et sur les liens entre maffiosi et néo-nazis. Un film qui prend (s'il en était besoin !) une terrible actualité, à quelques semaines de l'attentat contre le général Dalla Chiesa. Un film à ne rater sous aucun prétexte !

Michel Laszlo

DOSSIERS CHANSONS

« A quoi ça sert la chanson ? ça sert à faire du pognon !... » C'est le début d'un sketch de Guy Bedos et ça pourrait être l'un des fils conducteurs de l'analyse de la chanson en pleine évolution, contenue dans le principal dossier du n° 14-15 d'*Action musicale* (1).

Un article substantiel d'Eddy Schepens décortique le rapport complexe entre le contenu de la chanson à succès (texte et musique) et le système commercial dans lequel il faut passer pour arriver, dont le matraquage par les médias est l'un des points forts.

Comment des enfants, à Marseille-Nord, réalisent un disque de chansons ; le compte rendu d'un

stage d'une semaine à la Sainte-Baume, consacré à la chanson ; des informations sur les quatre centres de la chanson, récemment créés par le gouvernement à Bordeaux, Bourges, Rennes et Nanterre, et une bibliographie complètent ce dossier.

A propos de centre de la chanson, celui de Nanterre vient de publier le premier numéro de sa revue : *le Petit Format* (2), comprenant interviews de Michel Jonasz et de Georges Coulouge, le programme de ses activités, diverses informations sur la chanson en Ile-de-France... Adhésion au centre, abonnement à la revue ou renseignements au 725 36 22.

1. 45 bis rue de la Glacière (75013). 535 60 55

2. Centre « Georges Brassens » 10-14, bd Jules-Mansard 92000 Nanterre

13 et 14 novembre CONFERENCE NATIONALE OUVRIERE CONTRE L'AUSTERITE, POUR LE SOCIALISME

UNE INITIATIVE POUR DEBATTRE

Nous serons environ 1 500 travailleurs venus de nombreuses entreprises, hommes et femmes, Français et immigrés, pour échanger nos expériences et nos points de vue autour des propositions de la LCR et des JCR. Nous viendrons de la CGT, de la CFDT, de FO ou de la FEN, du PC, du PS, du PSU et nous discuterons pendant deux jours en assemblée générale et en commissions autour des questions que les militants ouvriers se posent aujourd'hui, un an et demi après le 10 mai.

La LCR et les JCR ont pris cette initiative pour donner un lieu de débat sur l'analyse de la situation politique nationale et internationale, sur la crise économique, sur les réponses anticapitalistes, sur l'orientation pour les travailleurs face à la politique du gouvernement et des directions majoritaires, sur la construction du parti révolutionnaire.

Des travailleurs de Bella, d'Elastelle, de la sidérurgie, des travailleurs immigrés de l'automobile, des travailleuses et des jeunes s'y côtoieront pour tirer toutes les leçons de leurs luttes.

Sur la crise économique : Le spectre agité par tous les capitalistes du monde entier comme une fatalité dont on ne pourrait espérer sortir que par une guerre économique impitoyable. Rentabilité et suppression des entreprises non concurrentielles, liquidations, restructurations, licenciements, chômage... un cycle

infernal que les directions réformistes du mouvement ouvrier voudraient faire accepter aux travailleurs. Nous discuterons de la nature de la crise économique, crise d'un système basé sur la recherche effrénée du profit par l'exploitation et de la seule issue possible à cette crise : les solutions ouvrières qui s'attaquent aux racines du mal et permettent d'avancer résolument dans la mise en place d'un autre système basé sur la satisfaction des besoins sociaux des travailleurs et des populations.

Sur la situation française : Quelle voie pour les travailleurs ? Le gouvernement Mauroy illustre bien par sa politique l'acceptation du cadre fixé par le patronat et la bourgeoisie internationale ; toutes les mesures qu'il a prises vont dans le même sens : celui d'une politique d'austérité pour faire payer la crise aux travailleurs. D'autres mesures immédiates s'imposaient.

Une autre politique est possible : — en s'attaquant réellement au chômage par l'interdiction des licenciements, la réduction massive du temps de travail, la création d'emplois correspondants, en particulier dans la fonction publique et le secteur nationalisé...

— en s'attaquant réellement à l'inflation par l'échelle mobile des salaires ; — en prenant l'argent où il est par un véritable impôt sur la fortune ; — en nationalisant les secteurs clefs sous contrôle des travailleurs.

Et bien d'autres encore ! Ces mesures auraient encouragé la mobilisation des travailleurs pour les soutenir contre toutes les attaques inévitables du patronat et de la droite.

En systématisant la politique actuelle au contraire, le gouvernement creuse sa propre tombe et prépare le retour de la droite.

Comment y répondre dès à présent, à travers les échéances sociales et au-delà en préparant l'échéance politique des municipales ?

Sur la nécessité de construire un parti des travailleurs réellement socialiste.

Plus que jamais, dans cette situation, les travailleurs ont besoin d'un outil réellement au service de leurs luttes pour ouvrir une autre voie, hors de l'impasse où nous conduisent le PC et le PS.

Tel est l'objectif que s'est fixé la LCR. La LCR œuvre à la construction de ce parti et s'adresse à d'autres forces et courants qui apparaissent et apparaîtront dans les luttes sociales et politiques.

Aujourd'hui, les militants ouvriers qui refusent la politique du gouvernement et cherchent une issue favorable aux intérêts des travailleurs sont de plus en plus nombreux, en particulier dans le mouvement syndical.

Ce sont les trois questions centrales qui seront débattues en assemblée générale et à travers de nombreuses commissions.

Les invitations sont à retirer auprès des militant(e)s de la LCR.

 Ligue communiste révolutionnaire
Jeunesses communistes révolutionnaires

13 et 14 novembre 1982
Conférence nationale ouvrière
contre l'austérité, pour le socialisme

Débatte

Le 10 mai 1981, un immense espoir était né. Nous avions battu la droite responsable du chômage, de l'inflation, de la répression. Aujourd'hui tout le monde s'interroge : Que fait le gouvernement ? Que font les syndicats ?

Baisse des revenus, chômage, austérité, cadeaux gigantesques au patronat qui relève la tête.

La rigueur, l'austérité, la bataille pour « la production » sont-elles nécessaires ? Une autre politique est-elle possible ?

Lutter

C'est pour discuter de tous ces problèmes que la LCR et les JCR vous invitent à une conférence nationale ouverte à tous les travailleurs qui veulent débattre et lutter.

Pendant deux jours, nous serons près de 1 500 venus de plusieurs centaines d'entreprises. Militants de la CGT, de la CFDT, de FO, de la FEN, membres de la LCR, du PS, du PC ou du PSU ou inorganisés, nous confronterons nos expériences et discuterons des propositions de la LCR.

Pour un vrai changement!

Où ?

La conférence se tient au Théâtre municipal d'Issy-les-Moulineaux, 25, avenue Victor-Cresson (métro Mairie-d'Issy).

Quand ?

Les séances de travail en assemblée générale et en commissions se tiendront les :

- Samedi 13 novembre de 14 h à 21 h
- Dimanche 14 novembre de 9 h à 16 h 30

Combien ?

L'inscription à cette conférence coûte :

- 100 F pour les participants de la région parisienne
- 150 F pour ceux de province

Cette somme inclut :
— le prix du voyage ;
— le repas du samedi soir offert par les militants parisiens de la LCR ;
— l'hébergement chez ces militants ;
— le repas du dimanche midi, servi dans le restaurant du théâtre.

CONTACT AVEC LA LCR :
Ecrire à « Rouge »
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil

POUR COMPRENDRE LA SITUATION POLITIQUE AUJOURD'HUI

Les fédérations de la région parisienne de la LCR organisent deux cycles de formation marxiste élémentaire, ouverts à tous.

AU PROGRAMME, douze thèmes : la social-démocratie, le PS, le stalinisme, le PCF, la Révolution russe, le Front populaire, la révolution politique dans les pays de l'Est, l'impérialisme, la crise du capitalisme, l'oppression des femmes, l'Etat, l'antimilitarisme, les syndicats, l'exploitation, la LCR et la IV^e Internationale.

COMMENT TRAVAILLE-T-ON ?
Cycle du mercredi : un mercredi par quinzaine de 19 h à 21 h, avec un exposé de trois quarts d'heure et un débat en assemblée.

Cycle du samedi : un samedi par mois de 10 h à 18 h avec un exposé de trois quarts d'heure le matin suivi d'une discussion en commissions et un autre exposé l'après-midi suivi d'une discussion en commissions.

PRIX DU CYCLE : 50 F pour les douze séances. A chaque exposé, une brochure sera fournie gratuitement.

COMMENT S'INSCRIRE :
Les inscriptions se font sur place :
Pour le cycle du mercredi : le mercredi 3 novembre à 19 h.
Pour le cycle du samedi : le samedi 6 novembre à 10 h.
Au 9, rue de Tunis 75011 Paris, M^o Nation.

SOUSCRIPTION MUNICIPALES

Le mécénat d'entreprise, ce n'est pas pour nous

CHIRAC a mené son enquête. Mi-Sherlock Holmes, mi-Superman, notre brave homme de maire, citoyen s'il en est, au-dessus de tout soupçon, n'aura mis que quelques jours à foudroyer la presse malfaisante : « rien », il nous le jure, « rien que de très légal » dans les tractations engagées par ses services avec les fameuses sociétés d'études mises en cause par *Libération* et *Rouge*. Il a eu beau retourner ses poches, fouiller dans ses souvenirs, rien. Pas un sou qu'il n'ait acquis à la sueur de son front. Pas un centime dans les caisses du RPR qui ne provienne de la modeste cotisation de ce brave peuple de France. Et pourquoi ne pas le croire ?

Certes, les flux monétaires ont leurs lois... et leurs secrets. Si les capitaux indisposés par l'après-10 mai s'évaporent mystérieuse-

ment vers la Suisse, pourquoi les cotisations des « centaines de milliers d'adhérents du RPR » ne pourraient-elles pas jaillir d'un derrick gabonais ? Non, décidément, Chirac ne bénéficie d'aucun mécénat d'entreprise.

Nous non plus. Nous n'avons même pas eu à refuser les offres désintéressées de M. Séguela. Vous savez, le « tombeur » de Giscard. Il a proposé, nous apprend le *Journal du dimanche*, à Paul Quilès de « prendre en charge — et gratuitement — sa campagne électorale ». Quelle grandeur d'âme ! Pourvu qu'il n'ait pas à faire à un ingrat... Voilà, en tout cas, réglés pour l'essentiel les problèmes financiers de la campagne du PS à Paris. Merci pour lui. On craignait qu'il ne soit contraint de lancer une grande souscription pour financer ses candidats. Eh bien, non. Les travailleurs, et c'est tant

mieux, vont pouvoir investir leurs maigres économies dans une meilleure cause. Nous avons lancé une souscription de 1 000 000 de francs.

C'est la somme nécessaire pour que les révolutionnaires puissent s'engager résolument dans la bataille des municipales. Pour chasser Chirac et ses associés de tout acabit. Et pour dire à la majorité socialiste et communiste que sa politique va à l'encontre de l'attente des travailleurs et fait le lit de la droite, que ce n'est pas un Séguela qui redorera son image de marque : il faudrait plus qu'un « lifting publicitaire » pour redonner crédit à la « force tranquille »...

Il faut changer radicalement de politique. Le dire, ensemble, et agir pour que cela devienne réalité. L'échéance des municipales est décisive. C'est pourquoi nous voulons réunir les conditions

pour présenter des dizaines de listes révolutionnaires unitaires. Pour cela, nous avons besoin de l'appui de toutes celles, de tous ceux qui partagent cette volonté d'agir. De vous.

Nous n'avons pas les relations d'affaires d'un Chirac. Ni les amis désintéressés d'un Quilès. Mais nous sommes convaincus de

pouvoir compter sur le soutien de milliers de travailleurs et de jeunes qui veulent s'associer à notre combat.

Le 13 et le 14 novembre, à la conférence ouvrière, nous devons réunir les premières sommes versées à la souscription. Alors, n'attendez pas et rendez-vous le 13 novembre.

Séguela pour Quilès

Jacques Séguela, le publicitaire qui a enventé « la force tranquille », a décidément le sens politique et sait réagir vite : avant même que les militants parisiens aient fait leur choix, il a proposé à Paul Quilès — qui a accepté de prendre en charge — et gratuitement — sa campagne municipale. Le candidat socialiste a d'ailleurs commencé à prendre les choses en main : il s'occupe des négociations

**IL NOUS FAUT
1 000 000 F**

- Je souhaite m'associer à la campagne municipales
- Je suis prêt(e) à prendre place sur une liste révolutionnaire unitaire
- Je m'engage à soutenir financièrement cette campagne
- je verse F
- je verserai F par mois

NOM

Prénom

Profession

Adresse